



LES DIPLÔMÉS

REVUE DES DIPLÔMÉS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL • NO 377 • PRINTEMPS 1992 • 25

Informatique:

Les contrôles
d'accès
aux banques
de données

Des ordinateurs
qui entendent

Les corporations
professionnelles

Entrevues

Rémi Savard
Gérald Larose

POSTE MAIL

Service Livraison des Papiers - Canada Post Corporation

Postage paid

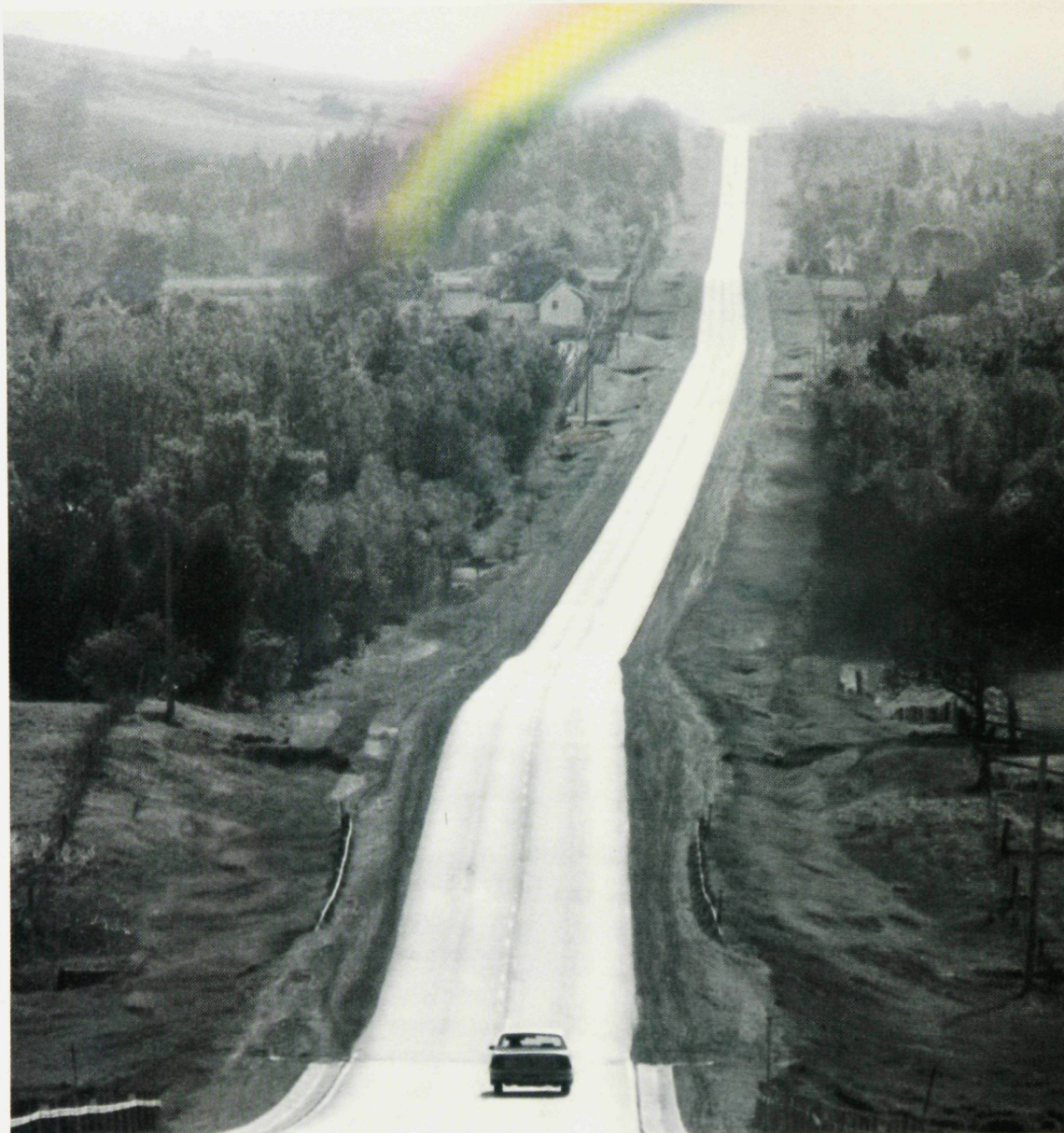
RIK

Nbr F 1619

Saint-Laurent (Québec)

Port de retour garanti
3750, rue Jean-Brillant, bureau 410
Montréal (Québec) H3T 1P1

Bulletin Au Faîte
voir pages centrales



Oeuvrant depuis 1949 auprès d'une clientèle principalement composée de professionnels, nous comprenons que vous devez avoir l'esprit tranquille pour vous consacrer à ce qui vous tient à cœur.

Beau temps, mauvais temps, vous pouvez compter sur nos gens pour régler rapidement toute question relative à vos assurances habitation et automobile.

MELOCHE
COURTIERS D'ASSURANCES

Parrainé par :



Université de Montréal
Les Diplômés

Envisageons l'avenir avec plus d'assurance.

Nous demeurons à votre service 24 h sur 24, 365 jours par année.
Composez le 384-1112 si vous êtes à Montréal et le 1 800 361-3821 si vous appelez de l'extérieur.

2

MOT DU PRÉSIDENT

En attendant la «reprise»...

3

AVANT-PROPOS

Les murs ont des oreilles

4

RECHERCHE

Rémi Savard et les «étrangers venus d'ici»

Conteur né, l'anthropologue Rémi Savard nous parle de sa découverte des cultures autochtones et de sa vision des rapports actuels entre Blancs et Amériéiens.

6

DOSSIERS

Le système professionnel québécois

Un système efficace de protection des intérêts du public.

8

Il y a profession... et profession!

Des corporations professionnelles, il y en a quarante au Québec. Pas une de plus. «Pourquoi eux et pas nous?» se demandent les professionnels dont l'activité n'est pas reconnue par le *Code des professions*.

13

Sésame ouvre-toi!

Le temps n'est peut-être pas loin où nous pourrons, comme Ali Baba, donner un simple commandement pour que les objets nous obéissent.

17

Banques d'informations centralisées
Les données confidentielles sont-elles bien protégées?

S'il y a des ordinateurs qui entendent, il y en a d'autres qui parlent trop. La divulgation d'informations d'apparence anodine pourrait révéler votre revenu ou vous amener un vendeur de balayuses.

20

ENTRE NOUS

24

PORTRAIT

Gérald Larose: le combattant au coeur tendre

Doué d'un sens profond de justice sociale, Gérald Larose a toujours eu de la *graine de syndicaliste* en lui.

26

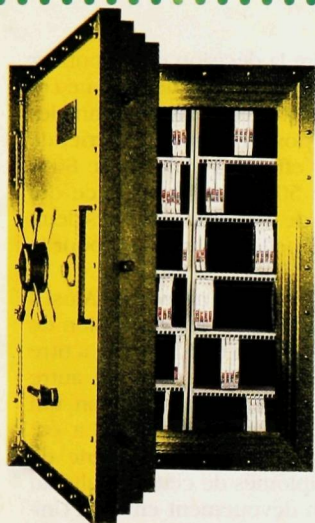
CARNET

29

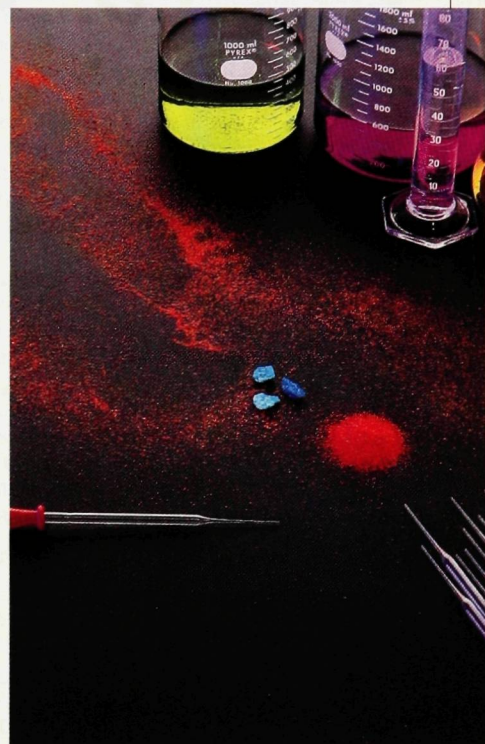
ENTRE GUILLEMETS

32

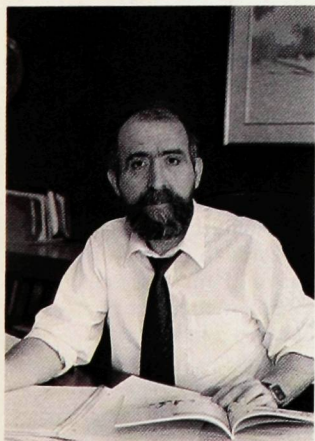
FONDS DE DÉVELOPPEMENT



17



6



24



LES DIPLÔMÉS

Conseil d'administration des Diplômés de l'Université de Montréal

Christian Tremblay, président
 Marie-Claude Gévy, première vice-présidente
 Danielle Dansereau, vice-présidente (revue)
 Jacques Gaumont, vice-président (activités honorifiques)
 Robert Théroix, vice-président (activités socio-culturelles, sportives et régionales)
 Jo-Anne L'Heureux-Giguère, administratrice
 Marie-Claire Hélie, administratrice
 Jeanne Wojas, administratrice
 Gilles Dansereau, administrateur
 Robert Dessureault, administrateur
 France Cardin, administratrice
 Nicole De Grandmont, administratrice
 Claire McNicoll, vice-rectrice aux affaires publiques
 Louis Cyr, président sortant
 Michel Saint-Laurent, secrétaire général

Représentants des diplômés au Conseil de l'U. de M.

Pierre Grand'Maison
 Paul Cusson

Rédacteur en chef

Ronald Prigent,
 Direction des communications de l'U. de M.

Rédacteur en chef adjoint

Daniel Baril,
 Direction des communications de l'U. de M.

Collaboration

Jean-René Cantin, Jean-François Desjardins,
 Josée Gauthier, Claude Lamarche

Graphisme

Jean R. Beauchesne

Couverture

Jean-Claude Rousseau,
 Direction des communications de l'U. de M.
 Richard Normandeau, Services audiovisuels
 Remerciements: Serrurmax

Photographies

Bernard Lambert,
 Direction des communications de l'U. de M.

Impression

Interlitho inc.

Publicité

Carole Gauthier-Soumis
 (514) 343-6230

ISSN 0228-9636
 Dépôt légal D-6880028.
 Bibliothèque nationale du Québec
 Publiée quatre fois l'an

Tirage 100 000

Siège social

3750, rue Jean-Brillant
 Bureau 410
 Montréal (Québec)
 H3T 1P1
 (514) 343-6230
 Prix d'un numéro: 2\$
 Abonnement annuel: 6\$
 À l'étranger: 8\$

Les auteurs des articles publiés dans Les Diplômés conservent l'entière responsabilité de leurs opinions.

Toute reproduction est autorisée à condition de mentionner la source et les auteurs.

En attendant la «reprise»...



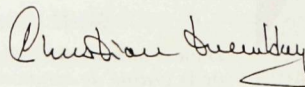
L' Association vient de prendre la décision de ne publier désormais que trois numéros par année de la revue *Les Diplômés*. Nous n'avions plus le choix étant donné les nouvelles augmentations des frais postaux pour le courrier de deuxième classe. Ceux-ci ont en effet été majorés de 80 % cette année, après l'avoir été de 50 % l'an dernier, ce qui représente une hausse cumulative de 270 % au cours des deux dernières années! Voilà ce qui s'appelle une inflation pour le moins galopante!

Heureusement, il y a aussi de bonnes nouvelles! Ainsi il me fait particulièrement plaisir d'annoncer la nomination de M. Paul Cusson au Conseil de l'Université de Montréal, à titre de représentant des diplômés. Il se joindra à notre autre représentant, M. Pierre Grand'Maison. Le docteur Cusson, qui est diplômé de la Faculté de médecine vétérinaire, a été extrêmement actif dans l'organisation de la campagne de financement menée auprès des diplômés de cette Faculté au cours des dernières années et son dévouement envers l'Université ne fait aucun doute.

Je désire enfin attirer votre attention sur le report de notre assemblée générale annuelle. Vous trouverez tous les détails pertinents à ce sujet en page 20. Jusqu'à maintenant, cette assemblée se tenait en avril alors que l'exercice financier se terminait en mai. C'est dire que nous n'approuvions les états financiers d'une année donnée que onze mois après la fin de cet exercice financier. Désormais, l'assemblée se tenant en novembre, cette approbation se fera dans un laps de temps plus raisonnable. Pour permettre la transition de l'ancien au nouveau régime, le conseil d'administration a prolongé le mandat des administrateurs actuels jusqu'au 25 novembre 1992, date à laquelle se tiendra la prochaine assemblée générale.

Cette décision me permettra de signer un dernier mot du président dans notre prochain numéro, soit celui de l'automne prochain. Le dossier que nous préparons traitera d'un sujet qui me tient particulièrement à coeur, soit les relations de travail au Québec. Celles-ci ont connu des transformations majeures au cours de la dernière décennie, au point qu'il ne faut pas hésiter à parler de «nouveau contrat social». Il devrait donc être à la fois intéressant et utile de faire le tour de cette question qui est loin de ne concerner que les seuls spécialistes.

.....
 Le président



Christian Tremblay
 Relations industrielles 1976

Les murs ont des oreilles

Avec les progrès rapides de l'informatique, cette métonymie, ou si vous préférez cette hypallage, pourrait bientôt être prise à la lettre et désigner autre chose qu'indiscrétions cancanières ou caquetage.

Dans notre dossier sur l'informatique, on apprend en effet que le Centre de recherche informatique de Montréal développe des logiciels capables de reconnaître la parole et d'obéir à des commandements précis. Les applications demeurent limitées, mais on peut déjà imaginer une *maison intelligente* contrôlée par commandes vocales.

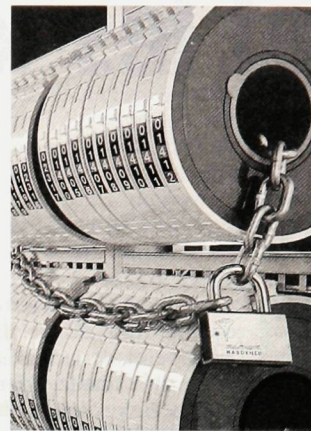
Par ailleurs, l'ordinateur qui ne sait pas tenir sa parole existe lui aussi. Avec la multiplication des banques de données centralisées permettant des transferts faciles d'un ordinateur à l'autre, la protection des données confidentielles est de moins en moins assurée. Pire encore, nous ne sommes pas à l'abri de scénarios kafkaïens comme ceux qu'on a pu voir dans le film *Brasil*.

Pour protéger le public contre le totalitarisme d'un Big Brother informatique, il y aurait peut-être lieu de regrouper ces créatures douées d'intelligence artificielle en corporation professionnelle. Du moins, elles semblent répondre aux critères de l'Office des professions présentés dans les deux articles de ce second dossier.

À défaut de corporation professionnelle, Gérard Larose, qu'on retrouve à la rubrique *Portrait*, pourrait songer à les syndiquer. Lui qui a déjà tâté de la théologie, pourrait peut-être répondre à la question existentielle de ce théologien américain qui se demandait si les ordinateurs étaient atteints du *péché originel*.

Mais les ordinateurs, même éventuellement doués de la parole, ne remplaceront jamais, pour Rémi Savard, la culture orale des peuples autochtones. Il se fait pour nous l'écho de leur voix avant qu'elle ne se noie, peut-être, dans un grand réservoir d'énergie servant à alimenter nos ordinateurs parlants...

.....
Daniel Baril



Régime de location de véhicules exclusif aux Diplômés

L' Association des diplômés est heureuse d'offrir à ses membres un nouveau service de location de véhicules grâce à une entente conclue avec Park Avenue Location.

En vertu de ce programme, une personne diplômée de l'Université de Montréal et sa famille immédiate pourront bénéficier de conditions exceptionnelles à la location à long terme de véhicules de toutes sortes.

Rappelons que Park Avenue Location est membre du Groupe Park Avenue, réseau de concessionnaires professionnels bien connu. Cette compagnie québécoise jouit d'une excellente réputation bâtie sur 30 ans d'expérience et sur un parc d'environ 3 000 véhicules répartis à travers le Canada.

La location plutôt que l'achat d'une automobile est une formule de plus en plus populaire, parce qu'avantageuse. En effet, en louant un véhicule, vous vous assurez des mensualités moins élevées que lors d'un

financement à l'achat. Aussi, grâce à son pouvoir d'achat et à sa tarification avantageuse, Park Avenue Location peut, selon le modèle de véhicule choisi, vous faire économiser entre 700 \$ et 2 000 \$. Autre avantage intéressant: à l'expiration du bail, quatre options vous sont offertes:

- racheter le véhicule à un prix déterminé à l'avance;
- prolonger le bail;
- vendre vous-mêmes le véhicule à une tierce partie et conserver le profit;
- rendre le véhicule à Park Avenue Location.

Si vous désirez de plus amples informations sur ce service, consultez l'annonce publicitaire en page 16 ou communiquez directement avec Park Avenue Location: à Montréal (514) 376-7312; à Québec (418) 684-8800.

Profitez dès maintenant des avantages que vous confère votre diplôme de l'Université de Montréal!

Rémi Savard

et les «étrangers venus d'ici»

Josée Gauthier

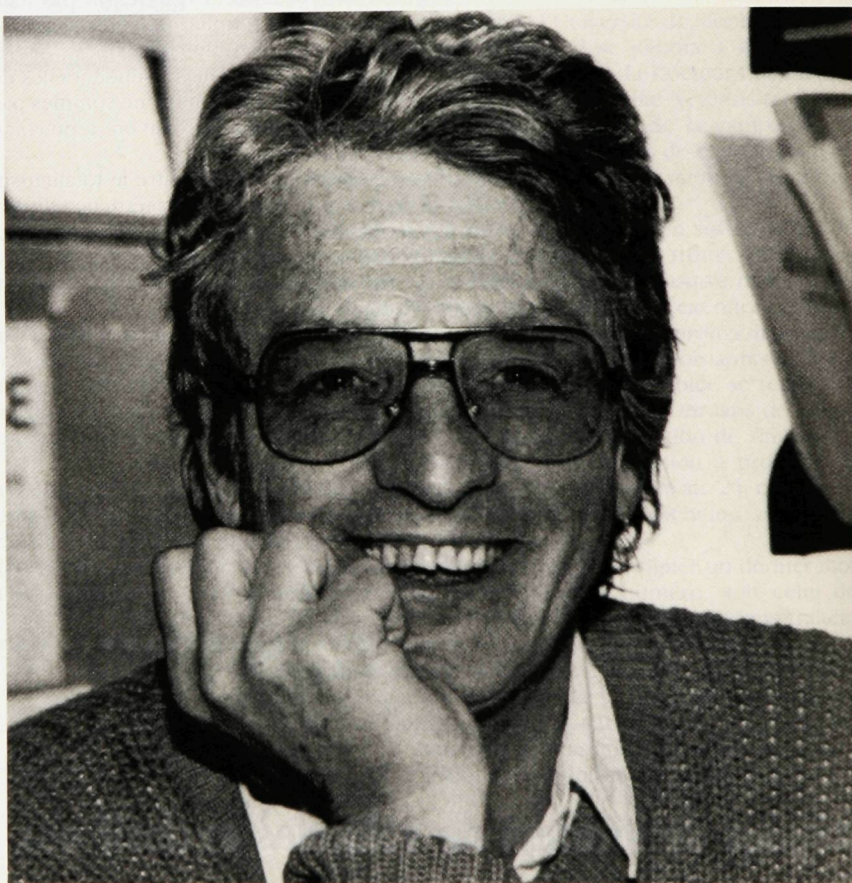
Conteur né, l'anthropologue Rémi Savard nous parle de sa découverte des cultures autochtones et de sa vision des rapports actuels entre Blancs et Amérindiens.

Anthropologue spécialiste de la littérature orale, de la politique, de l'histoire et de la législation des autochtones du Canada, Rémi Savard emprunte à l'occasion «la voix des autres», selon sa propre expression, pour mieux illustrer ses propos. Le rencontrer équivaut à ouvrir un livre d'histoire. Au singulier et au pluriel. Avec un petit et un grand H. Ses réponses sont faites de parenthèses et de crochets où s'agrippent les anecdotes et faits divers, parsemés de dates et de noms.

«Quand j'étais petit garçon, raconte-t-il, chaque printemps, ma mère nous emmenait chercher papa à la Gare du Palais, à Québec. Il revenait du Grand Nord où il travaillait en forêt comme arpenteur géomètre et employait des Indiens. Il était tellement noir - au printemps, on bronze beaucoup là-haut - que nous en avions même peur. Mon frère et moi avons longtemps joué à accompagner notre père chez les "sauvages". Il nous disait: *Les petits garçons, quand vous serez plus grands, je vous emmènerai.*»

Un jour d'été, la promesse est devenue réalité. C'était à l'époque de la construction du chemin de Chibougamau, au nord du lac Saint-Jean. Rémi Savard avait alors 14 ans et partait arpenter la vie en compagnie de son père et de cinq ou six Indiens. «Même si j'étais le fils du "boss", on m'a pris pour ce que j'étais, un petit gars, et on m'a traité par conséquent avec beaucoup de tolérance. Les Indiens m'ont par exemple montré à avironner et m'ont au besoin aidé à faire des tâches. Tout au long de mon cours secondaire, j'ai répété l'expérience. Je revenais de là gonflé à bloc et de retour au collège, je trouvais les gens stupides», se remémore en riant Rémi Savard.

Puis, un beau matin, son père a décidé qu'il devait apprendre l'anglais et l'a envoyé travailler avec une équipe d'arpenteurs anglophones. «C'a été l'enfer! Je me suis fait bourrassé, traité de tous les noms, j'étais le souffre-douleur du groupe. J'ai vraiment senti ce que c'était



que d'être minoritaire alors qu'avec les Indiens, je n'ai jamais eu de misère.»

C'est lors de ses études à la Faculté des sciences sociales du Père Lévesque, à l'Université Laval, que Rémi Savard a découvert ce qui allait devenir son domaine de prédilection. «J'ai suivi de petits cours d'anthropologie, explique-t-il, et à mon grand étonnement, tout ce que je croyais n'appartenir qu'à mon enfance et mon adolescence était d'actualité.» Il a alors pris un emploi d'été chez les Inuits, en 1958, où il a travaillé comme manoeuvre à Fort Chimo. «C'était pour aller plus loin que mon père qui, lui, n'était allé que chez les Indiens!»,

ajoute-t-il en blaguant.

Après ses études de maîtrise sous la direction de Fernand Dumont, Rémi Savard s'est rendu à Paris, histoire d'y faire un doctorat en ethnologie. Il s'est alors présenté à Jean-Noël Malaurie, spécialiste des Inuits et auteur de *Les derniers rois de Thulé*. Cette rencontre a été très profitable pour l'étudiant Savard puisqu'elle lui a permis de faire la connaissance d'un collègue de Malaurie, l'anthropologue Claude Lévi-Strauss. «Il m'a beaucoup aidé à travailler sur la mythologie des contes inuits, reconnaît-il, et nous avons depuis toujours gardé le contact.»

La culture pure

Dans une étude récente intitulée *Kawiwakushit ou les ruses de l'ethnicité*, Rémi Savard avoue: «Encore jeune ethnologue, j'étais plutôt en quête d'une authenticité conçue en termes d'absence de contamination.» À ce rappel, il sourit. «Je me rends compte aujourd'hui que le thème du métissage a été très peu analysé. Nous avons toujours exclusivement conçu la culture en termes d'enracinement et de pureté; à preuve, les expressions *Québécois de souche* ou *pure laine*. Ne sommes-nous pas tous pourtant métis, aussi bien sur le plan biologique que sur celui dit de la culture?»

Si les Blancs venus en terre d'Amérique ont jadis échangé des miroirs contre des fourrures, avec un brin d'humour l'histoire connaît un soubresaut: «En 1970, j'avais découvert ce qui m'apparaissait être le village des Gaulois: Saint-Augustin, une petite communauté innue sur la Basse Côte-Nord, dernier groupe indien de tout le Nord-Est américain à vivre sous la tente. Grâce à la collaboration d'un vieux Montagnais, comme on disait dans le temps, un dénommé Pien Peters, j'y recueillais des contes. Mais ce qui est le plus risible, constate l'anthropologue, c'est que ce lettré d'une oralité sans frontière me renvoyait à ma propre acculturation par le culte de l'écrit, tout en me remettant en contact avec ma propre tradition orale dont on m'avait tant appris à me méfier.»

Si, pour l'anthropologue Savard, la littérature orale a été la porte d'entrée sur le terrain autochtone, il a parallèlement développé d'autres champs d'intérêts. «Les Indiens ne sont pas que des conteurs de légendes, rappelle-t-il. Il y a plein d'autres aspects de leur vie qui valent le questionnement dont les dimensions historique, politique et juridique.» L'étude de la législation concernant les autochtones du Canada a d'ailleurs donné lieu en 1982 à une publication conjointe de Rémi Savard et Jean-René Proulx, l'un de ses étudiants, tous deux qualifiés de «dérangeurs de bonne conscience» par le politicologue Daniel Latouche

Au fil de ses recherches et de ses nombreux séjours dans diverses communautés innues, l'homme blanc s'est fait des amis et s'est impliqué dans divers dossiers dont un rapport sur la situation

des travailleurs indiens à l'embauche de la compagnie Iron Ore à Sept-Îles et un autre sur la présumée noyade de deux habitants de la réserve de Maliotenam. Le dernier document, appuyé par la Ligue des droits et libertés, portait un titre des moins équivoques: *La mort suspecte de deux Montagnais et les sophismes du ministre de la Justice*.

L'ombre de Meech et d'Oka

Ces dernières années, le chercheur s'est surtout intéressé aux premiers villages indiens sous le régime français. Dans cette veine, il dirige un séminaire portant sur les relations entre Indiens et colons français dans la grande région de Montréal aux 17^e et 18^e siècles. La tentation de la paraphrase est irrésistible. Qu'en est-il donc des relations entre Indiens et Français dans la grande région de Montréal au 20^e siècle?

«Au début de la crise d'Oka, répond Rémi Savard, une bonne partie de la population supportait les Mohawks. Mais par la suite, l'intelligentsia québécoise a malheureusement été prise de "warriorite aigüe". Il y a une telle ignorance! Je pourrais faire une démonstration éclairante du comportement profondément biaisé des médias pendant la crise d'Oka, juste à partir des titres et des photos.»

L'anthropologue est intarissable. «Notre imaginaire politique de Québécois est déjà rempli à pleine capacité des relations avec les Anglais. Il y a nous et les autres, les autres étant les Anglais. Toute espèce de "autres" semble donc mériter notre méfiance. Dans le fond, les Indiens, ce doit être des Anglais déguisés en Indiens! Ils sont évacués de notre principe de réalité; on n'arrive pas à dévisser notre paradigme national et nos aspirations très honorables et à remettre le tout ensemble.»

Et les Canadiens-Anglais, eux? «Ils sont aussi sourds que nous!, s'exclame Rémi Savard. Je disais un jour à René Lévesque: "Quand les Anglais prennent la parole sur notre façon de traiter les Indiens, on devient tout mal. Mais si on était plus au courant du dossier, ce serait tellement facile de leur mettre le nez dans leur propre caca... et jusqu'au cou!" On se partage en fait le "syndrome du gruyère": comme on n'a pas beaucoup d'histoire, on définit notre identité nationale en termes de grands espaces et à

chaque fois qu'un groupe indien veut dire quelque chose sur son avenir, on a l'impression qu'il creuse un trou et qu'il nous enlève du territoire. J'irais jusqu'à affirmer que les Anglais sont prêts à donner plus aux Québécois qu'aux Indiens.»

Le grande Alliance

Rémi Savard déplore profondément le manque d'alliance entre les nationalistes québécois et ces «étrangers venus d'ici» qu'il compare volontiers aux Palestiniens. «Depuis Meech, il y a le sentiment que les "maudits Indiens" peuvent nous faire rater l'indépendance. Bien des gens prétendent qu'Alejah Harper est le grand coupable. Mais pourtant, au départ, les nationalistes québécois étaient tout aussi hostiles à Meech que les Indiens eux-mêmes. Ce n'est que lorsque les Anglais se sont opposés au minimum demandé par Bourassa que nous sommes alors devenus pour. Si nous avions été cohérents, nous aurions eu comme alliés les autochtones», constate-t-il avec regret.

C'est un peu du même oeil qu'il voit le dossier Grande-Baleine et l'actuel personnel politique des Cris composé de jeunes hommes qui, Loi 101 oblige, se sont mis au français. «Mon impression, souligne Rémi Savard, est que certains d'entre eux sont prêts à envisager l'option de l'indépendance du Québec, contrairement aux signataires de la première Convention de la Baie James. A la condition, bien entendu, que cela ne se fasse pas au détriment des droits ancestraux et de l'autodétermination des autochtones du Québec.»

«Mais malheureusement, à cause de l'affaire Meech, de la crise des Mohawks et de la réputation internationale du Québec qui a été ternie, l'hostilité officielle de l'opinion publique est actuellement très grande à l'égard de l'opposition crie. Je prévois que ça va jouer dur et que les Cris les plus dévoués à leur peuple, également les plus proches de nous, vont être tassés. C'est l'autre groupe, plus prêt des anglophones et défavorables à la cause québécoise, qui va signer et se remplir les poches à nos dépens. Je pense qu'ici aussi, il y a une méconnaissance du dossier par les analystes, les faiseurs d'opinion publique et l'intelligentsia québécoise», conclut celui qui est convaincu qu'il n'y aura pas d'indépendance si les Québécois ne font pas alliance avec les autochtones. ●

Joncas
Postexperts inc.

550, rue Deslauriers, Saint-Laurent, Québec H4N 1V8
Tél.: (514) 333-7480 • Fax: (514) 332-6915

- PLANIFICATION DE CAMPAGNE
- FABRICATION DE FICHER INFORMATIQUE
- LOCATION DE LISTES D'ADRESSES
- ADRESSAGE MÉCANIQUE
- INSERTIONS MÉCANIQUES
- TRI POSTAL CANADA - U.S.A.
- ENSACHAGE SOUS PLASTIQUE

Un système efficace de protection des intérêts du public.



Photos: Bob Fisher

Jean-René Cantin

Pour bien comprendre pourquoi certaines professions sont réglementées et d'autres non, il est utile de s'arrêter un instant au sens général de certains mots et au sens qu'on leur a donné au Québec.

Une profession, c'est d'abord une occupation dont on peut tirer ses moyens de subsistance et, en ce sens, tous ceux qui travaillent ont une profession, qu'il s'agisse d'une profession dite libérale ou d'un métier. Le mot professionnel, pour sa part, fait souvent penser à un métier de prestige.

Au Québec, 40 professions se voient reconnu le titre de corporation professionnelle en vertu du *Code des professions*. Toutefois, un certain nombre d'autres sont réglementées par des lois particulières ou générales. Ainsi, les huissiers le sont par la *Loi sur les huissiers*, les courtiers en immeubles par la *Loi sur le courtage immobilier* et beaucoup de travailleurs le sont par le *Code du travail*, la *Loi sur les normes du travail*, etc.

Établi en 1974, le système professionnel québécois proprement dit avec ses 40 corporations regroupe 230 000 professionnels. Chapeautant ce système, l'Office des professions est chargé de veiller à ce que les corporations professionnelles s'acquittent de leur mandat de protection du public.

Chaque corporation possède des pouvoirs pour garantir cette protection du public et lui assurer des services de qualité. À ces fins, chacune contrôle l'admission à la profession, veille à l'intégrité et à la compétence de ses membres de même qu'à la discipline. Elle tient aussi le tableau de ses membres et fait un rapport annuel de ses activités à l'Office des professions.

La structure d'une corporation comprend un bureau, un comité administratif, un comité d'inspection professionnelle, un syndicat, un comité de discipline, une assemblée générale et, au besoin, certains comités spéciaux.

Dans le cadre de sa mission de protection du public, le bureau de cha-

que corporation adopte des règlements, dont certains sont obligatoires (déontologie par exemple) et qui doivent être approuvés par le gouvernement, sur avis de l'Office des professions.

Le comité d'inspection professionnelle exerce une surveillance de l'activité professionnelle des membres: tenue des dossiers et des cabinets, compétence, etc. Pour sa part, le syndicat peut faire enquête sur l'intégrité d'un professionnel chaque fois que celle-ci est mise en cause, à la suite d'une plainte ou autrement. Il peut porter la plainte au comité de discipline qui entend la cause et vérifie s'il y a eu infraction au *Code des professions*, aux lois ou aux règlements. Ce comité peut imposer au professionnel fautif une sanction allant de la réprimande à la radiation. Le jugement peut être porté en appel au Tribunal des professions.

Les corporations administrent donc elles-mêmes la profession mais sous surveillance de l'Office des professions qui voit à l'application des lois et règlements professionnels. Avant d'être approuvés par le gouvernement, leurs règlements doivent en effet être visés par

l'Office qui suggère, le cas échéant, des modifications.

L'Office conseille également le ministre responsable de l'application des lois professionnelles par ses avis et recommandations. Il exerce aussi une fonction de conciliation dans le cas de litiges interprofessionnels.

D'une manière générale, l'Office veille donc à ce que chaque corporation protège le public. Il nomme 129 administrateurs choisis parmi le public pour siéger au Bureau des corporations professionnelles. En plus d'un ministre responsable, de l'Office des professions et des 40 corporations, le Conseil interprofessionnel constitue également un intervenant dans ce système.

À tous, le Code des professions assigne le même objectif: la protection du public. Cela dit, le système professionnel du Québec, toujours perfectible, demeure néanmoins dans son ensemble l'un des mieux conçus et des plus efficaces en comparaison des systèmes apparentés qu'on retrouve en d'autres provinces ou d'autres pays. ●

Jean-René Cantin est agent d'information à l'Office des professions du Québec.



Corporations professionnelles régies par le Code des professions (1990-1991)

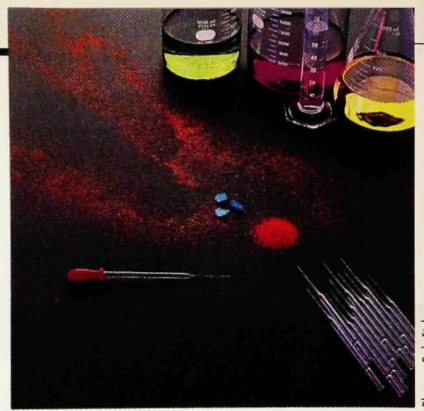
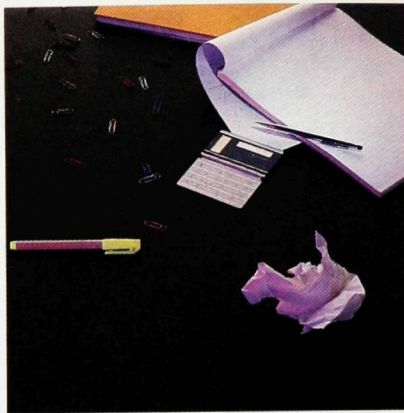
Exercice exclusif et titre réservé	Nombre de membres	Titre réservé	Nombre de membres
agronomes	3 194	administrateurs agréés	2 352
architectes	2 534	comptables généraux licenciés	5 058
arpenteurs-géomètres	926	comptables en management accrédités	2 824
audioprothésistes	142	conseillers et conseillères d'orientation	1 495
avocats	13 823	conseillers en relations industrielles	789
chimistes	2 525	diététistes	1 706
chiropraticiens	750	ergothérapeutes	1 311
comptables agréés	13 751	évaluateurs agréés	951
dentistes	3 187	hygiénistes dentaires	2 100
denturologistes	891	infirmières et infirmiers auxiliaires	19 761
infirmières et infirmiers	62 407	inhalothérapeutes	1 816
ingénieurs	33 764	orthophonistes et audiologistes	608
ingénieurs forestiers	1 803	physiothérapeutes	2 234
médecins	16 557	psychologues	4 936
médecins vétérinaires	1 449	techniciens et techniciennes dentaires	303
notaires	3 421	technologistes médicaux	2 293
opticiens d'ordonnances	616	technologues des sciences appliquées	4 656
optométristes	1 067	travailleurs sociaux	2 721
pharmaciens	4 708	urbanistes	524
podiatres	101		
techniciens en radiologie	3 356		

- Services professionnels en vérification et en gestion
- Bureaux dans les principales villes du Québec

5, Place Ville-Marie
bureau 1000
Montréal (Qc) H3B 4X3
Téléphone: (514) 871-1850
Télécopieur: 871-1997

MAHEU

Le Groupe Mallette Maheu



Photos: Bob Fisher

Ronald Prigent

Il y a profession... et profession!

Des corporations professionnelles, il y en a quarante au Québec. Pas une de plus. «Pourquoi eux et pas nous?» se demandent les professionnels dont l'activité n'est pas reconnue par le Code des professions.

Q u'ont donc en commun les 62 407 infirmières et infirmiers du Québec, ses 33 764 ingénieurs et ses 3 421 notaires?

Réponse: les uns comme les autres exercent une profession à exercice exclusif et à titre réservé. Ce qui veut dire que pour s'afficher comme infirmière, ingénieur ou notaire, il faut faire partie de la corporation. Et que, en règle générale, il faut remplir cette même condition pour avoir le droit de poser certains actes professionnels qui sont réservés par la loi à ces catégories de professionnels.

Sur les 40 corporations professionnelles reconnues par le *Code des professions*, 21 sont à exercice exclusif et à titre réservé. Les 19 autres sont uniquement à titre réservé. C'est le cas par exemple des conseillers et conseillères d'orientation, des diététistes, des hygiénistes dentaires, des physiothéra-

peutes, des psychologues et des travailleurs sociaux. Seuls les membres de ces corporations peuvent porter le titre. Par contre, le *Code* n'interdit pas aux non-membres d'exercer l'activité en question s'ils s'abstiennent de porter le titre.

Un attrait certain

Le fait d'exercer une profession réglementée par le *Code des professions* semble comporter un attrait certain, si l'on se fie aux demandes répétées de divers regroupements professionnels pour obtenir ce statut. Certains s'y prennent d'ailleurs à plusieurs reprises pour convaincre les autorités compétentes du bien-fondé de leur demande d'accession au statut de corporation professionnelle. Dans le cas de la Société des traducteurs du Québec, les démarches se sont échelonnées sur plus de 20 ans!

«Le *Code des professions* énumère

une série de critères permettant de déterminer si une corporation professionnelle doit ou non être constituée», explique André Poupart, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Montréal et spécialiste du droit des professions. «Dans l'ensemble, la logique qui soutient ces critères, c'est la volonté de protéger les intérêts du public.»

«Par exemple, on prendra en considération la difficulté pour le public d'apprécier la qualité des services offerts par une catégorie donnée de professionnels. Plus cette difficulté sera grande, plus on aura tendance à juger qu'il y va de l'intérêt public de réglementer cette activité. On évaluera de la même manière la gravité du préjudice ou des dommages que pourraient subir des clients recourant aux services de personnes dont la compétence ou l'intégrité ne seraient pas à la hauteur. Plus ces risques sont élevés, plus on sera porté à assurer la qualité des



services offerts en réglant la profession.»

Les autres critères considérés sont le besoin plus ou moins grand d'établir des rapports de confiance entre professionnels et clients, l'existence ou non du secret professionnel, les connaissances requises pour exercer l'activité en question et le degré d'autonomie dont jouissent les professionnels dans leur travail. Selon le professeur Poupert, le fait que

des professionnels exercent seuls militent en faveur d'un encadrement qui leur sera profitable tout autant qu'au public.

Trois «oui», quatre «non»

Au cours des derniers mois, l'Office des professions a recommandé au gouvernement de créer trois nouvelles corporations professionnelles à titre réservé. Celles-ci regrouperaient les traducteurs et interprètes agréés, les biologistes et

microbiologistes ainsi que les géologues et géophysiciens. L'Office a par contre rejeté une demande en ce sens des thanatologues, des conseillers en management du Québec, des décorateurs ensembliers et des architectes-paysagistes.

Selon André Poupert, «nous vivons actuellement dans un contexte de déréglementation qui ne favorise guère la constitution de nouvelles corporations, et

L'interurbain **Bell**
présente

LES GRANDS EXPLORATEURS



SAISON 92-93

1 L'EMPIRE DES INDES de EMMANUEL BRAQUET

2 L'ÉCOSSE de JEAN-LOUIS MATHON

3 LA GRÈCE de FREDDY TONDEUR

4 MISSISSIPI de ALAIN DE LA PORTE

5 BRÉSIL de MARIO INTROÏA

6 ÉGYPTÉ - MER ROUGE de CHRISTIAN MONTY

Demandez notre dépliant!
(514) 521-1002

Votre régime d'assurance dentaire est-il trop sucré?

**Vous pouvez le faire examiner par des professionnels.
Et cela, gratuitement.**

La situation économique actuelle vous incite-t-elle à réévaluer votre régime d'assurance dentaire ? Un régime d'assurance ne se modifie pas au hasard. Encore faut-il faire les bons ajustements sans que la qualité n'en soit affectée. À cet égard, l'Association des chirurgiens dentistes du Québec examinera votre régime actuel et vous conseillera sur tous les aspects de l'assurance dentaire, y compris les diverses options de souscription.

Alors, si vous craignez que votre régime d'assurance dentaire ne soit trop sucré, confiez-le à l'œil exercé des experts de l'Association des chirurgiens dentistes du Québec.

Communiquez avec le responsable du comité d'expertise des régimes d'assurance dentaire au (514) 282-1425.



Association
des chirurgiens
dentistes du Québec



encore moins de corporations à exercice exclusif. À l'heure actuelle, l'Office se limite donc surtout à recommander la création de corporations à titre réservé.»

Si le fait de devenir membre d'une corporation professionnelle est perçu comme une chose souhaitable par plus d'un, il n'en reste pas moins que cela entraîne un certain nombre de contraintes. L'une de ces contraintes consiste à être soumis à un contrôle disciplinaire de la part de sa corporation.

Chaque corporation est tenue de mettre sur pied un comité de discipline, composé d'un avocat et de deux membres de la corporation. Ce comité, qui constitue un véritable tribunal administratif, doit entendre les plaintes contre les membres de la corporation qui lui sont soumises. Il entend des témoins, évalue la preuve, entend les arguments des avocats si les parties ont choisi d'être ainsi représentées et rend sa décision.

Le comité peut, bien entendu, rejeter la plainte. S'il juge par contre qu'il y a eu faute de la part du professionnel, les sanctions qu'il peut imposer varient de la réprimande à la radiation permanente, en passant par la réprimande sévère, l'amende et la radiation temporaire. Il peut également révoquer le permis du professionnel radié.

Des fautes variées

De quelles fautes se rendent coupables les membres des corporations professionnelles? Celles-ci varient considérablement d'un groupe à un autre. Étant donné que l'occasion fait le larron, cela n'a pas de quoi surprendre.

Par exemple, les notaires sont surtout accusés de ne pas avoir respecté les règles de la corporation concernant la garde des fonds qui leur sont confiés par leurs clients ou d'avoir carrément détourné ces fonds à leur profit. Dans le

cas des dentistes, les plaintes concernent presque toujours le fait d'avoir fourni des traitements inutiles ou inadéquats. Les infirmières et infirmiers se voient pour leur part reprocher leur comportement auprès des bénéficiaires, ou encore d'avoir travaillé avec des facultés affaiblies ou de faire usage de drogues.

Les médecins se verront sanctionnés pour avoir «commis des actes intempestifs», ce qui peut consister par exemple à prescrire des médicaments de manière incohérente ou irrationnelle, ou encore à s'obstiner à pratiquer une thérapie considérée par la corporation comme contraire à la science médicale. Un médecin fut ainsi radié pour avoir fait appel «à des techniques peu usuelles avec une voyante»! Médecins et psychologues se voient également accusés d'avoir abusé sexuellement de leurs patientes.

**LANGLOIS
ROBERT**

**LANGLOIS
ROBERT**

**UNE ÉQUIPE
PERFORMANTE**

UN ALLIAGE PERFORMANT

NOTRE EXPERTISE EN DROIT DES AFFAIRES ET EN LITIGE

MONTRÉAL

127, RUE SAINT-PIERRE
MONTRÉAL (QUÉBEC)
H2Y 2L6

(514) 842-9512

QUÉBEC

801, CHEMIN SAINT-LOUIS
BUREAU 160
QUÉBEC (QUÉBEC) G1S 1C1

(418) 682-1212

Membre de

Smith Lyons Langlois Robert

QUÉBEC MONTRÉAL OTTAWA TORONTO VANCOUVER HONG KONG TAIPEI

AVOCATS



Le public d'abord

Avant d'être entendue par le comité de discipline, une plainte en provenance du public doit d'abord être évaluée par le syndic de la corporation. Celui-ci peut décider de porter plainte ou non. S'il refuse de le faire, il est possible pour une personne qui s'estime lésée de faire une plainte privée. Cette personne devra toutefois assumer tous ses frais personnels (les honoraires de son avocat, par exemple) en plus de risquer de se voir condamner aux dépens si elle perd.

«Il ne faut donc pas se surprendre, souligne André Poupart, qu'il y ait peu de plaintes privées. Surtout que les décisions des comités de discipline peuvent être portées en appel devant le Tribunal des professions qui a le pouvoir de réexaminer toute la question. À la fin, les frais peuvent s'élever à un fort montant.»

Depuis 1973 les corporations ne doivent défendre que les intérêts des usagers (voir l'encadré). Les professionnels, ne pouvant plus compter, en principe, sur leur corporation pour protéger leurs intérêts, ont dû mettre sur pied des syndicats professionnels. Cela dit, les membres de la corporation et ceux du syndicat sont les mêmes.

«L'intérêt du public et celui des membres des corporations ne sont pas forcément opposés, poursuit André Poupart. Quand une corporation met sur pied des activités de formation permanente ou des mécanismes d'inspection professionnelle, de telles mesures peuvent profiter tout autant aux professionnels qu'au grand public.»

D'autres interventions par contre prêtent davantage à controverse. Ainsi

lorsque la Corporation des médecins s'oppose à ce que l'on permette à d'autres catégories de professionnels de poser des actes qui lui étaient jusque-là réservés, elle invoque bien entendu la protection du public. Il s'en trouve alors pour prétendre qu'elle cherche davantage à protéger la mainmise de ses membres sur des activités fort lucratives qu'à défendre l'intérêt public!

Depuis 1986, les audiences des comités de discipline sont publiques. Mais il n'y a pas foule. «Il n'y a pas de rôle comme au Palais de justice, explique André Poupart. Les dates d'audition ne sont pas publiées de sorte qu'il est très difficile pour le public d'en connaître la date et le lieu.»

Du Moyen Âge à la réforme... annoncée

Les regroupements de personnes exerçant la même activité professionnelle remontent au moins au Moyen Âge. Les associations d'artisans et de *compagnons*, regroupés en vue de réglementer leur profession et de défendre leurs intérêts, exerçaient alors un contrôle serré sur certaines activités.

Ainsi, en 1666, en France, un tribunal eut à juger si un maître de corporation de l'industrie textile avait le droit d'introduire une innovation dans les produits qu'il fabriquait. Le verdict du tribunal fut le suivant: «Si un tisserand de vêtements veut produire un habit de son invention, il doit obtenir la permission des juges de la ville afin d'employer le nombre de fils qu'il désire, après que le problème eut été examiné par quatre des plus vieux marchands et quatre des plus vieux tisserands de la corporation». Ce système, on le voit, ne se caractérisait pas par sa souplesse et sa flexibilité!

Au Québec, ce sont les notaires et les médecins qui, dès 1847, ont été les premiers regroupés en corporations. Les avocats, de leur côté, ont dû attendre

deux ans de plus, jusqu'en 1849.

La dernière réforme importante du système professionnel québécois fut effectuée en 1973. Auparavant, les corporations devaient protéger à la fois les intérêts de leurs membres et ceux du public. Depuis la dernière réforme, elles doivent se consacrer exclusivement à la protection des intérêts du public.

«La loi de 1973 visait à accentuer les mécanismes de protection du public et à leur donner davantage de crédibilité, explique André Poupart. On a ainsi exigé qu'un avocat siège sur chaque comité de discipline des corporations, de manière à assurer que le processus d'examen des plaintes respecte les principes légaux. De plus, des représentants du public ont été nommés sur les conseils d'administration et les comités exécutifs des corporations. À l'heure actuelle, il est question que le public soit représenté sur les comités de discipline.»

Dans une entrevue parue en septembre dernier dans un cahier spécial sur les professions publié par *Le Devoir*, le ministre responsable de l'application

des lois professionnelles, Raymond Savoie, annonçait une vaste réforme du *Code des professions*.

L'un des objectifs de cette réforme, selon le ministre, sera d'éviter que la société se retrouve aux prises «avec un système de castes aussi puissant que celui que nous avons connu au XVIIe siècle avec toute une série de guildes et leurs mécanismes de compagnonnage qui restreignaient l'exercice d'une profession à un groupe très fermé».

La réforme annoncée garderait donc le cap sur le grand objectif de la protection du public mais verrait à maintenir un marché libre au niveau de l'exercice des professions, permettant à la concurrence de jouer et de donner au public le meilleur service possible au plus bas prix. Face aux changements socio-économiques majeurs qui s'annoncent, concluait le ministre Savoie, «il ne faut surtout pas se retrouver dans une stratification trop rigide et dans un système qui manque de flexibilité».

(R. P.)

EUROPE 1992

EUROPE 1992

EUROPE 1992

Floriade 1992 l'exposition horticole la plus spectaculaire au monde!



Offrez-vous le forfait de voyage de KLM au coeur de la Hollande en fleurs.



Rappel: 2^e tirage de INTER TOURS, le 29 avril 1992.
Condition: achat d'un voyage, toute destination hors Québec.
Voir détails au dos de la revue.

RESERVATIONS
VOL AUTO HOTEL
PASSE DE TRAIN
Partout en Europe



Tél. : 849-2012
Fax : 849-3059
4402, rue St-Denis
Montréal, Québec
Canada H2J 2L1

Une solution aux besoins croissants
d'aide à domicile

Soins de santé **OLSTEN**

30 boul. St-Joseph E.
suite 108
Téléphone: 987-1116

4269 Ste-Catherine O.
suite 500
Téléphone: 939-9931

- Soins infirmiers
 - Traitement
- Assistance dans les soins quotidiens
 - Bain
- Assistance dans les activités quotidiennes
 - Préparation d'un repas
 - Visite chez le médecin

PETRIE RAYMOND

COMPTABLES AGRÉÉS



Représentation internationale

INTERCONTINENTAL
ACCOUNTING
ASSOCIATES

1320, BOUL. GRAHAM, BUREAU 200
MONTRÉAL (QUÉBEC) H3P 3C8

TÉLÉPHONE: (514) 342-4740 — TÉLÉCOPIEUR: (514) 737-4049

En décembre 1991, le gouvernement du Québec annonçait sa **nouvelle stratégie en matière de développement régional** favorisant une grande autonomie des régions. Cette stratégie canalise les actions de l'État vers **un rôle d'accompagnement** du dynamisme des régions, accompagnement qui responsabilise les régions dans un contexte de concertation et de partenariat.

Le nouveau Secrétariat aux affaires régionales a donc, depuis le premier avril 1992, la responsabilité d'assurer ce rôle d'accompagnement dans les régions du Québec.

Québec



Gouvernement du Québec
Ministère du Conseil exécutif
**Secrétariat aux affaires
régionales**

Sésame ouvre-toi!

Le temps n'est peut-être pas loin où nous pourrons, comme Ali Baba, donner un simple commandement pour que les objets nous obéissent.

Daniel Baril

.....



« Gaston, allumez les lumières du salon, verrouillez les portes, montez le chauffage, faites démarrer la voiture... » Sans que vous n'ayez aucun domestique à votre service, sans même que n'ayez à sortir du lit, votre maison pourrait bientôt satisfaire ces désirs; il suffira de le lui demander.

Grâce à l'avancée rapide de la recherche dans le domaine de la reconnaissance de la parole, la technologie qui rendrait possible la *maison intelligente* équipée d'un Gaston électronique existe déjà. Toutefois, l'application commerciale des technologies de reconnaissance de la parole (RP) à des produits de large consommation n'en est qu'à ses débuts.

La plupart des applications actuelles de la RP concernent des produits hautement spécialisés et s'adressent donc à une clientèle forcément restreinte. Il

existe par exemple des systèmes de reconnaissance de la parole utilisés pour les diagnostics médicaux, notamment en radiologie. À l'hôpital Royal Victoria, où un tel système est en usage, le radiologiste peut dicter son diagnostic directement à l'ordinateur au fur et à mesure qu'il poursuit son analyse.

Cela lui évite d'avoir à communiquer ses observations, sous forme verbale ou écrite, à une seconde personne qui devrait à son tour les entrer manuellement dans la banque de données, puis les resoumettre au médecin

pour vérification. De plus, le rapport peut être disponible dans les secondes qui suivent, ce qui n'est pas toujours assuré avec la méthode traditionnelle...

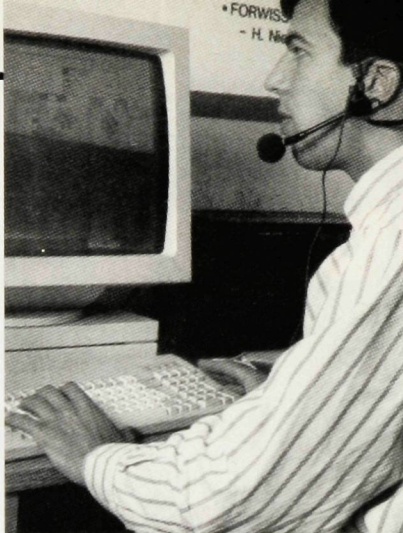
Au Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM), on a développé, pour IBM Canada, un prototype de système RP pour les inspecteurs de circuits électroniques qui doivent en examiner les pièces au microscope. Actuellement, lorsqu'ils détectent une anomalie, ils doivent laisser le microscope pour entrer les renseignements par l'intermédiaire d'un clavier, ce qui peut affecter leur concentration. Le prototype développé par le CRIM permettrait à l'inspecteur d'utiliser la parole plutôt que les mains pour entrer les données, ce qui devrait améliorer son rendement.

La voix de son maître

Les systèmes utilisés dans les deux exemples cités plus haut ont des capacités différentes. Celui du Royal Victoria peut reconnaître plusieurs milliers de mots isolés. Toutefois, l'utilisateur doit se soumettre à certaines contraintes imposées par les limites de la technologie. Il doit par exemple se plier à une syntaxe prédéterminée où les mots, séparés par des poses, doivent se suivre dans un ordre très strict. Dans une maison intelligente équipée d'un tel système, Gaston ne répondrait pas à une commande lui disant: «*Il fait sombre, voudriez-vous s'il vous plaît augmenter l'éclairage de la pièce.*» Il faudrait plutôt lui dire: «*Allumer/ lumière/ salon.*»

Le prototype d'IBM par contre fonctionne en parole continue mais ne dispose que d'un vocabulaire d'une certaine de mots. Dans les deux cas, le système est dépendant du locuteur. C'est-à-dire qu'il a dû «apprendre» les caractéristiques vocales de l'utilisateur et qu'il fera peut-être la sourde oreille à une voix qui ne serait pas celle de son maître.

Ces performances limitées constituent le principal obstacle à la commercialisation de masse de la technologie RP. Par contre, certains systèmes simplifiés à l'extrême connaissent



M. Yves Normandin, chef de l'équipe parole du Centre de recherche informatique de Montréal, montrant le fonctionnement d'un ordinateur équipé d'un système de reconnaissance de la parole.

déjà une application de grande échelle. Bell Canada, par exemple, utilise un système de reconnaissance de la parole pour son service de facturation automatique d'appels à frais virés; malgré son bilinguisme, il ne reconnaît que quatre mots: oui, non, yes, no.

On peut se demander à quoi bon investir dans des recherches de pointe

pour développer une technologie d'avant-garde alors qu'il aurait suffi d'appuyer sur les touches 1 ou 2 au clavier du téléphone. L'avantage de ce système, explique-t-on chez Bell, c'est qu'il peut rejoindre tous les abonnés du service téléphonique et non seulement ceux qui disposent d'une ligne *touch tone*. L'autre avantage pour l'entreprise, c'est qu'un tel système ne nécessite pas de téléphoniste...

Le système de Bell est évidemment indépendant du locuteur. Toutefois, on rencontre ici également certaines embûches comme la mauvaise qualité de certains appareils qui ne répondent pas aux standards de Bell.

L'oreille juste

Les travaux de recherche en technologie de reconnaissance de la parole visent actuellement à surmonter ces obstacles pour en permettre une application plus large et plus efficace. Au Centre de recherche informatique, on travaille entre autres à améliorer la *robustesse* des produits.

«On entend par robustesse la capacité du système de résister aux bruits ambiants, d'éliminer les parasites, d'être indépendant des locuteurs et de fonctionner dans différents environnements,

COOP
H E C

COOPÉRATIVE DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

INFORMATIQUE

Gamme complète de produits informatiques

Dépositaire autorisé Apple

LIBRAIRIE

Livres spécialisés en administration et en informatique

Service de commande spéciale : 340-6400

Heures d'ouverture

Lundi au vendredi : 8h00 à 20h30

Samedi : 8h30 à 17h00

Dimanche : 12h00 à 17h00 (librairie seulement)

Au sous-sol des HEC : local 1008, 5255, avenue Decelles, Montréal (Québec)

Centre informatique : 340-6401, Librairie : 340-6400, Télécopieur : 340-6406

LA LIBRAIRIE ADMINISTRIVE

explique Yves Normandin, chef de l'équipe parole du CRIM. Ces travaux sont très importants puisque le manque de robustesse est la principale raison qui fait que certains systèmes fonctionnant parfaitement bien en laboratoire échouent lamentablement en situation réelle.»

Compte tenu des progrès rapides accomplis récemment, celui-ci prévoit que plusieurs obstacles technologiques seront surmontés au cours des deux ou trois prochaines années. Il existe déjà certains logiciels commerciaux capables de reconnaître de 100 à 200 mots déterminés par l'utilisateur lui-même. Intégrés à des micro-ordinateurs, ces systèmes offrent une plus grande rapidité de travail en permettant par exemple de changer de fichier ou de fenêtre sans avoir à quitter le clavier pour manipuler la souris ou les touches de fonctions.

«La parole sera une composante naturelle des interfaces multimédias qui s'en viennent à grands pas, poursuit Yves Normandin. Éventuellement, chaque ordinateur domestique sera équipé d'un système RP. La première compagnie qui commercialisera un tel appareil gagnera une bonne longueur d'avance sur ses concurrents.»

La recherche revêt donc un ca-

ractère hautement stratégique. Outre la robustesse, le CRIM s'intéresse également aux capacités linguistiques de la RP. Les limites syntaxiques sont ainsi sans cesse reculées. Certains systèmes sont maintenant capables de reconnaître plusieurs dizaines de milliers de mots. Par contre, plus le vocabulaire est élaboré, plus il devient difficile d'imposer une syntaxe artificielle à l'utilisateur ou de lui demander d'apprendre par coeur les mots que la machine connaît.

Pour percer le marché, les systèmes sophistiqués devront donc être en mesure de comprendre des syntaxes naturelles avec tout ce que cela comporte d'embûches, comme les corrections verbales, les hésitations, les inversions, etc.

Ils devront aussi pouvoir interpréter correctement les désirs du locuteur qui s'exprimera en parole continue. «Un système d'information pour compagnies aériennes, donne comme exemple M. Normandin, devrait pouvoir déceler dans la phrase *"Je veux aller voir ma tante Irma à Vancouver et j'aimerais savoir s'il y a des vols qui partent de Montréal le dimanche matin"* toutes les données non nécessaires, résoudre les ambiguïtés acoustiques et comprendre les intentions de l'usager. Dans un tel cas, on ne parle plus de

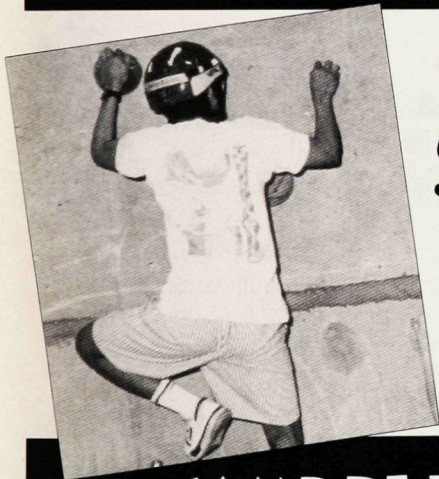
reconnaissance mais bien de *compréhension* de la parole.»

En s'attaquant à ces difficultés par un programme ambitieux de recherche, le CRIM, qui s'est déjà taillé une réputation enviable sur la scène internationale, vise à transférer des technologies de pointe aux entreprises québécoises qui pourront développer des produits leur garantissant une place de choix dans un marché dont l'expansion s'annonce rapide.

Et la maison intelligente, c'est pour quand? «Il existe des maisons contrôlées électroniquement à partir de panneaux centraux, répond Yves Normandin. Il serait facile d'équiper ces panneaux de micros dissimulés dans certaines pièces. On pourrait contrôler le chauffage ou l'éclairage et même commander le magnétoscope par téléphone si on fabriquait les interfaces nécessaires. Ce ne serait pas très compliqué. Le problème en est plus un d'intégration de ces technologies à l'ensemble de la maison pour qu'elles soient efficaces et faciles à utiliser. C'est un problème d'application plus que de conception.»

En attendant cette maison *intelligente*, il ne faudra compter que sur sa propre intelligence pour allumer et éteindre les lumières...

À l'Université de Montréal



Séjour
Jeunesse

CAMP DE JOUR HEBDOMADAIRE

29 juin au 21 août

6-13 ans

ACTIVITÉS DES PLUS VARIÉES

INSCRIPTION:

ANCIENS DE L'ÉTÉ 1991:

Vendredi 3 avril 18:30 à 20:00

NOUVEAUX:

À compter du 22 avril de 9:00 à 19:00

(Vérifier la disponibilité avant de se présenter)

INFORMATION: 343-6150

LASA Informatique

MONTREAL PARIS

Réalisation et intégration de
systèmes informatiques
● Gestion de projets
Systématisation
Assurance-qualité

204, rue du Saint-Sacrement, bureau 201
Montréal (Québec) H2Y 1W8
Tél. : (514) 284-2650 Fax : 284-3002

LASA

Un monde de compétences au Québec

Price Waterhouse

Comptables agréés, conseillers en gestion

1250, boul. René-Lévesque ouest
Montréal (Québec) H3B 2G4
N° de tél. : (514) 938-5600

Place de la Cité (Sainte-Foy)
870-2635, boul. Hochelaga
Québec (Québec) G1V 4W2
N° de tél. : (418) 658-5782





OFFRE RÉSERVÉE EXCLUSIVEMENT AUX DIPLÔMÉS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

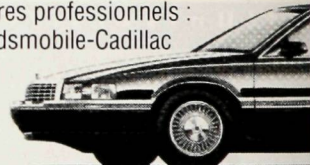
Park Avenue Location

DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS

PARK AVENUE LOCATION offre aux diplômées et aux diplômés de l'Université de Montréal un régime de location de véhicules, à l'usage exclusif de celles-ci et de ceux-ci.

Ainsi, vous-même et votre famille immédiate bénéficiez de conditions exceptionnelles pour la location à long terme de véhicules de toutes sortes.

- Un large éventail de marques, de modèles et d'options, où vous faites vous-même votre choix.
- Des économies de 700 \$ à 2 000 \$ selon le modèle et les options, grâce à l'énorme pouvoir d'achat de Park Avenue Location.
- Une haute réputation, bâtie sur trente années d'expérience et un parc de 3 200 véhicules.
- Un réseau de concessionnaires professionnels :
Park Avenue Chevrolet-Oldsmobile-Cadillac
Brossard Honda
Brossard Nissan
Brossard Toyota
Park Avenue BMW
Park Avenue Automobiles Volks/Audi
- Un vaste réseau de correspondants, à votre service partout au Québec.
- La récupération de votre capital immobilisé : Park Avenue Location rachète votre véhicule actuel, pour vous le louer à un taux avantageux.



QUÉBEC

57, Marie de l'Incarnation, bureau 205,
Québec (Québec) G1N 3E9
Tél.: (418) 684-8800
Fax: (418) 527-8471

MONTRÉAL

5000, rue Jean-Talon Est
Montréal (Québec) H1S 1K6
Tél.: (514) 376-7312
Fax: (514) 376-0883

Le programme Park Avenue Location est parrainé par:



Université de Montréal
Les Diplômés

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Remplissez ce coupon (sans obligation de votre part) découpez-le et postez-le à l'adresse de Park Avenue Location la plus près de chez vous.

Je vous prie de me communiquer de plus amples renseignements sur la location à long terme.

Le choix total!

» Park Avenue Location



Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

Téléphone (bur.) _____ Télécopieur _____

Je possède un véhicule : _____ Fabricant ou marque _____ Modèle Année _____

Je m'intéresse au véhicule suivant : _____ Fabricant ou marque _____ Modèle Année _____

Je vous prie de communiquer avec moi le (ou vers le) _____

AU FAÎTE

BULLETIN DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
Volume 1, numéro 3

Vous
informer,
c'est ce
qui compte
au Fonds



UN BON CALCUL POUR LA RECHERCHE

L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE AINSI QUE LES UNIVERSITÉS MCGILL ET CONCORDIA DISPOSENT, DEPUIS LE 14 JANVIER, D'UN NOUVEAU LABORATOIRE COMMUN, LE CENTRE DE RECHERCHE EN CALCUL APPLIQUÉ (CERCA).



De gauche à droite,
M. Robert
LACROIX, doyen
de la FAS,
M. Georges
MICHAUD,
M. Jean GAGNÉ,
sous-ministre du
MESS et
Mme Lucienne
ROBILLARD,
ministre de
l'Enseignement
supérieur et de
la Science.

Selon l'astrophysicien Georges Michaud, chercheur au Département de physique de l'UdeM et qui occupera le poste de directeur du Centre de recherche en calcul appliqué, le CERCA permettra de garder chez nous de jeunes cerveaux qui devaient, jusqu'ici, s'exiler aux États-Unis pour poursuivre leurs études dans ce domaine de pointe.

Le CERCA a pu être mis sur pied grâce à une subvention de 12,4 millions de dollars du gouvernement du Québec. Placée

dans le cadre de la relance économique du Grand Montréal, cette importante contribution gouvernementale vient renforcer le volet recherche et développement d'une des plus importantes industries de la région: l'aéronautique. Les travaux de construction débuteront en avril 1992.

«Le calcul appliqué, a souligné la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Mme Lucienne Robillard, est devenu indispensable à l'industrie aéronautique, une industrie d'une importance stratégique pour l'économie de Montréal et du Québec. Il permet, par exemple, de faire des calculs qui visent à minimiser les pertes aérodynamiques et à produire des avions et des moteurs à performance élevée.»

Le recteur Gilles Cloutier a louangé l'excellente collaboration des gens d'affaires. Alcan International, GE Canada, Pratt & Whitney, Bombardier-Canadair et Spar Aérospatiale sont en effet engagés dans le projet. Le recteur s'est dit ravi de voir naître un tel réseau de chercheurs qui ont depuis longtemps fait la preuve de leur compétence en aérodynamisme, en hydrodynamisme et en astrophysique.


Le CERCA sera spécialisé en mécanique des fluides et jouera donc un rôle précieux auprès des concepteurs de turbines à gaz et hydrauliques ainsi que de l'industrie de l'aluminium. Éventuellement, des chimistes se joindront au Centre, ce qui profitera à l'industrie pharmaceutique de la région métropolitaine. 

TÉLÉCOURRIER: UN PREMIER MILLION

C'est Piér Blais, rejoint chez lui vers 20 heures 45, le 6 février dernier, qui a permis à l'opération Télécourrier de franchir le cap du premier million de dollars.

«Je crois qu'il est important que chacun fasse sa part pour le réseau universitaire si l'on veut que les connaissances continuent de se transmettre», dit ce bachelier en histoire qui a complété une maîtrise à l'Institut sociopolitique et un MBA en finances internationales à l'École des HEC.

L'opération Télécourrier, entamée en novembre dernier, compte une vingtaine d'agentes et d'agents de liaison qui font appel à la générosité et à la reconnaissance des quelque 90 000 diplômés de l'Université de Montréal.

L'adage dit que le premier million est le plus difficile à gagner... Voilà qui augure bien pour l'avenir! 

LAROSE ET LE GLAIVE!

LOIN DE FUIR LA POLÉMIQUE, LE PROFESSEUR JEAN LAROSE Y PREND PLAISIR. L'UNE DE SES CIBLES PRÉFÉRÉES: LE SYSTÈME D'ÉDUCATION QUÉBÉCOIS.

Certains le trouvent arrogant, prétentieux ou pédant. Au café étudiant du Département d'études françaises, Jean Larose, auteur de *L'amour du pauvre*, un essai controversé paru récemment chez Boréal, est au contraire plutôt bien vu.

«C'est un prof exigeant mais passionnant, dit Geneviève. J'ai lu tous ses livres.» «Quand son émission littéraire est diffusée à Radio-Canada, le mardi soir, tous s'arrêtent ici pour l'écouter, reprend Laurence. Mais il faut l'avoir comme professeur pour l'apprécier à sa juste valeur. Il est en train de se créer actuellement un mythe Jean Larose.»

«À Paris, écrit ce mythe en formation, il demeure possible d'adopter une attitude critique, dissidente, arrogante, «baveuse» devant les gens comme devant les événements, et j'aime ça, j'en suis fier comme d'une nouvelle étape dans ma croissance.» Sous-entendu: au Québec, nous n'en sommes pas encore là et les polémistes sont vite perçus comme des fauteurs de trouble.

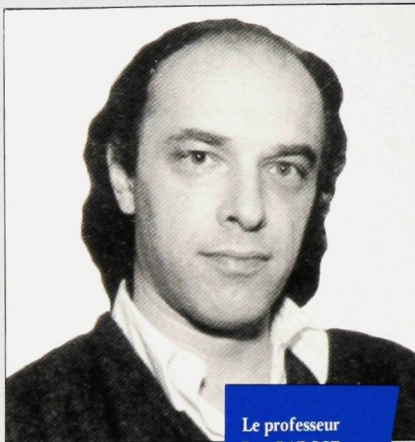
Mais Jean Larose, dont le précédent recueil *La petite noirceur* abordait précisément l'anti-intellectualisme québécois, persiste et signe cette fois un recueil «moins agressif, moins juvénile, plus humain et, je l'espère, mieux écrit», qui prend résolument position, entre autres, pour le retour de la littérature dans l'éducation.

«La seule manière de réussir l'éducation moderne, écrit-il, ce serait de rendre l'éducation littéraire, de donner à la littérature une place hégémonique dans l'éducation.»

Mais pourquoi la littérature a-t-elle un tel pouvoir formateur? «Lire demande un autre effort que de regarder la télévision, répond-il. Ca exige une plongée dans la langue, on est amené à créer soi-même nos images, non à se les laisser imposer. Le psychanalyste Jacques Lacan disait que l'inconscient était structuré comme un langage. Pas comme une émission de télévision!»

Résolument provoquant, c'est devant une assemblée de professeurs de français des collèges du Québec que M. Larose a choisi de lancer son appel aux grands classiques, notant au passage que «ce ne sont pas les étudiants mais les professeurs qui ont changé.»

«Je me rappelle encore, écrit-il à propos de ses années de collège, que la découverte des *Pensées* de Pascal avait bouleversé toute la classe, sans exception les scientifiques et les sportifs qui affectaient de dédaigner la littérature, et que les passions de Phèdre ou d'Emma Bovary avaient fourni des sujets inépuisables de discussion sur l'aveuglement amoureux, le suicide, la beauté. Or moins de dix ans plus tard, en 1975, tout cela avait été liquidé; un professeur de ma connaissance enseignait "les relations hommes-femmes" à partir des romans Arlequin.»



Le professeur Jean LAROSE brandit le glaive de la critique.

Mais le malaise bien compréhensible des professeurs de français devant les propos de leur conférencier n'a pas eu l'ampleur de celui des fortes têtes de *La Bande des six*, l'émission culturelle de Radio-Canada, qui l'avaient invité à leur table. «Il n'y a pas de véritable émission culturelle à la télévision, leur a-t-il dit; *La Bande des six* est fondée sur l'arbitraire et l'incompétence», leur a-t-il lancé!

Il ne faudrait pas croire que l'Université de Montréal échappe à ses talents de polémiste. Jean Larose n'hésite pas à critiquer la politique universitaire concernant la maîtrise du français. «D'un côté, l'examen de français obligatoire a eu l'effet de sonner l'alerte générale dans les collèges et les écoles secondaires. Mais, manque de courage, alors qu'on devait refuser les étudiants qui échouaient ce test, on est finalement revenu sur cette décision.»

Déplorant qu'à l'Université de Montréal «on traite la langue comme si c'était une spécialité», le professeur d'études françaises pense plutôt qu'elle est un instrument de la pensée, essentielle pour tous. «La qualité de la langue est déplorable, même chez les étudiants en sciences de l'éducation qui veulent l'enseigner. Il faudrait un jour faire une enquête déterminant à quel point les "spécialistes" de l'éducation ont contribué au désastre actuel!»

Après un blitz d'entrevues aux médias, qu'il trouve réducteurs («les médias ne peuvent pas accepter ça, une pensée nuancée», dit-il), l'essayiste délaissera ce genre hybride abordé, à la manière de Montaigne, avec une grande liberté. Il met actuellement la dernière main à un roman. Quelques critiques l'attendent de pied ferme...

UN ÉTUDIANT «MOYEN» QUI A PLUTÔT BIEN RÉUSSI!

DIPLOMÉ EN BIOLOGIE MOLÉCULAIRE, JEAN-PIERRE PERREAULT A MÉRITÉ UN PRIX D'EXCELLENCE POUR LA MEILLEURE THÈSE DE DOCTORAT, DÉCERNÉ PAR L'ACADÉMIE.

L'étude du mécanisme moléculaire des ARN autocatalytiques de structure secondaire en tête de marteau», ça vous dit quelque chose? C'est le sujet de la thèse de doctorat d'un étudiant du Département de biochimie de l'Université de Montréal, Jean-Pierre Perreault.

De manière assez surprenante, Jean-Pierre Perreault se décrit comme un étudiant «moyen». Il ajoute qu'il n'avait pas prévu mener une carrière scientifique et avoue que sa candidature a même été refusée en médecine dentaire!

Mais quand il a commencé à aimer la science, il en a fait presque jour et nuit. Son doctorat, primé le 24 octobre dernier au gala des Grands Montréalais, il l'a complété en deux ans.

Ce «prix d'excellence universitaire» de 5 000 \$ vient donc honorer le travail du brillant chercheur de 27 ans qui poursuit actuellement des études postdoctorales à l'université Yale, dans le Connecticut, avec Sydney Altman, prix Nobel de chimie 1989.

«C'est valorisant de voir les résultats de ses recherches diffusés à l'extérieur de son département où quelques personnes à peine en ont pris connaissance», dit le chercheur. Il admet toutefois avoir égaré les académiciens quand il leur a présenté sa thèse.

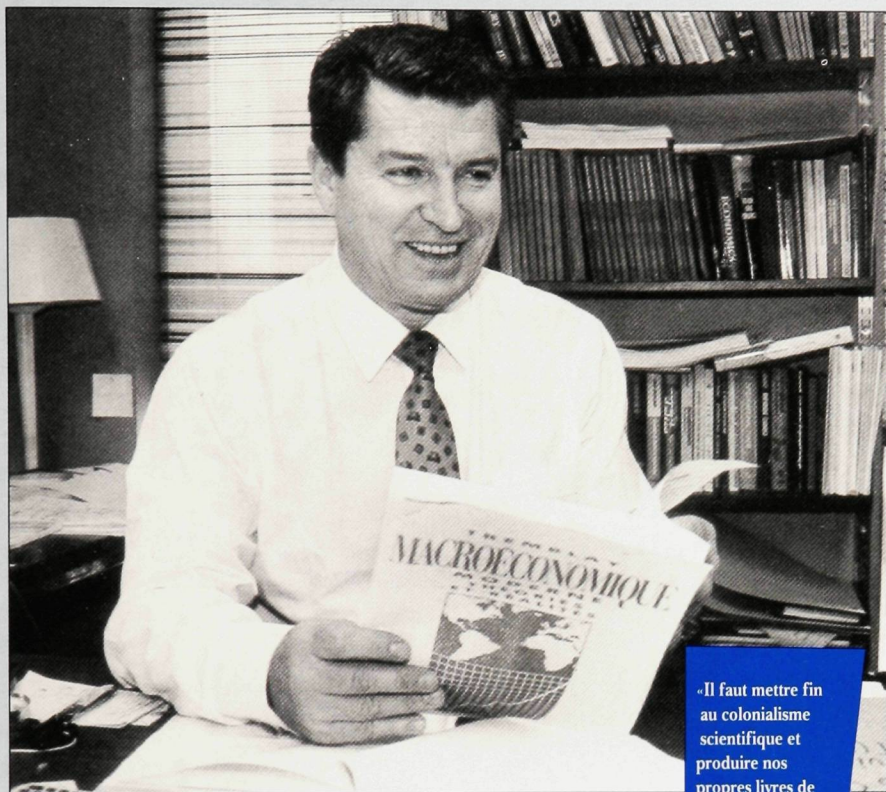
Alors qu'il faisait partie de l'équipe de recherche du professeur Robert Cedergren, un chercheur de réputation internationale du Département de biochimie, Jean-Pierre Perreault et trois autres collègues ont signé en avril 1990 un article sur le sujet dans la prestigieuse revue *Science*.

«C'est véritablement avec Robert Cedergren, un formidable directeur de thèse, que j'ai eu la piqûre pour les sciences», dit-il.

Parlant de la vie qu'il mène présentement à New Heaven, il dit apprécier le côté créatif et sans prétention du professeur Altman, qui dirige sa recherche. Son «exil» lui permet de regarder le Québec avec un autre œil. Selon lui, l'un des grands enjeux sera à coup sûr la place qu'on fera aux jeunes dans les années qui viennent. «Il n'y a plus de grandes mobilisations sociales, de sorte que la nouvelle génération tire dans toutes les directions. C'est inquiétant quand on sait que 38 % de nos jeunes n'ont pas complété leur secondaire V.»

ENCORE 10 ANS DE RÉCESSION?

L'ÉCONOMISTE RODRIGUE TREMBLAY VIENT DE PUBLIER *MACROÉCONOMIQUE MODERNE: THÉORIES ET RÉALITÉS*. IL Y EXPLIQUE ENTRE AUTRES POURQUOI NOUS SOMMES ENCORE LOIN D'EN AVOIR FINI AVEC LA PRÉSENTE RÉCESSION.



«Il faut mettre fin au colonialisme scientifique et produire nos propres livres de science en français.»
Rodrigue TREMBLAY

Marre de la récession actuelle? Aussi bien vous faire à l'idée tout de suite: la relance n'aura pas lieu avant l'an 2000!

C'est du moins ce que prévoit l'économiste Rodrigue Tremblay dont le dixième livre, qui vient de paraître aux éditions Études vivantes, fait la démonstration que nous sommes dans la phase dépressive d'un cycle où alternent croissance et décroissance économique à tous les 60 ans.

«Nous avons atteint un sommet d'endettement, explique l'auteur, de sorte que l'économie nord-américaine fonctionne à vide. Son épargne est presque uniquement utilisée pour payer les dépenses courantes. Or, si on n'investit pas, on ne crée pas d'emplois. Nous devons digérer durant les années 1990 les excès accumulés depuis 40 ans.»

L'endettement excessif des pays du tiers-monde et de l'empire soviétique

éclaté, qui ne pourra vraisemblablement pas rembourser les quelque 80 milliards qu'il doit aux banques, amènera probablement de nombreux établissements financiers en apparence invincibles à déclarer faillite. Ce sont des événements semblables qui ont amené la Grande Dépression des années 30.


Un exemple classique des théories économiques est le cas de Robinson Crusoe qui, plutôt que d'aller à la pêche avec son bout de bois, décide un beau matin de se confectionner un filet. Pendant qu'il y travaille, il a le sentiment d'être improductif. Mais cet «investissement» s'avérera rentable à moyen terme parce qu'il permettra d'attraper plus de poissons en moins de temps.

Bravo. Mais si la fabrication de filets devient la principale occupation de Robinson, s'il en vient à oublier que ses filets servent d'abord à pêcher, l'économie de l'île sera vite déséquilibrée.

C'est un peu ce qui s'est passé en Amérique du Nord où on a beaucoup subventionné l'exploitation des matières premières, amenant une surproduction difficile à écouler. Résultat: les prix ont chuté. Au Québec, on pense à l'aluminium, au fer, au bois. Si la plupart des exemples cités dans le livre de M. Tremblay sont québécois et canadiens, les théories sont universelles. Depuis 1760, en effet, les vagues d'inflation suivent les vagues de déflation avec une régularité déconcertante.

«Depuis la deuxième Grande Guerre (1939-1945), écrit l'auteur dans l'introduction, plusieurs économistes ont cru que la révolution économique keynésienne allait permettre aux gouvernements de faire disparaître les cycles économiques. L'expérience a démontré qu'il s'agissait davantage d'un vœu que d'une réalité.»

La question des cycles économiques n'est certes pas le seul sujet abordé dans cet ouvrage de 625 pages dont la rédaction a nécessité trois ans de travail. Il est aussi question de la mondialisation des marchés, du financement et de l'endettement des consommateurs, des entreprises et des gouvernements, de taxation. Le livre aborde également l'évolution de la structure de la production et de l'emploi.

«Les théories macroéconomiques reposent sur les fondements microéconomiques. Les grandes tendances dépendent donc des consommateurs. S'ils hésitent à s'endetter, à investir, cela va se répercuter dans l'ensemble de l'économie», explique l'ancien ministre de l'Industrie et du Commerce. 

(Forum, Mathieu-Robert Sauvé)

Depuis le début de la présente année scolaire, plusieurs centaines d'élèves de l'école secondaire Émile-Legault, à Ville Saint-Laurent, apprennent les sciences et les mathématiques à l'aide d'un didacticiel adapté par une équipe de chercheurs de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UdeM.

Le pneumologue Jean-Luc Malo, professeur de clinique à la Faculté de médecine, a remporté la Bourse de mérite exceptionnel du Fonds de recherche en santé du Québec.

Deux équipes majoritairement composées de chercheurs de l'UdeM viennent de rafler les deux millions de dollars de subventions alloués par le Conseil québécois de recherches sociales pour des études sur l'alcoolisme et les toxicomanies.

C'est à l'UdeM que s'est tenu le premier Forum international des jeunes compositeurs. L'événement, qui regroupait des jeunes musiciens en provenance de sept pays, était organisé par la Faculté de musique.

Rapsodie des plaisirs... en risques mineurs. Tel est le titre d'un nouveau dépliant que vient de publier le Service de santé de l'UdeM. Le document fait le point sur les MTS et le sida et sera distribué dans toutes les universités du Québec.

Le Syndicat des professeurs de l'UdeM a décerné deux bourses destinées à encourager les femmes à poursuivre des études supérieures. Les récipiendaires sont Cecilia Jenkins, étudiante au doctorat en génie minéral et Thérèse Desautels, étudiante de maîtrise en sciences infirmières.

L'astrophysicien René Racine, du Département de physique, vient d'être nommé président de la Commission de la recherche universitaire mise sur pied par le gouvernement du Québec.

On veillera de plus près encore à la santé des troupeaux de porcs québécois. La Faculté de médecine vétérinaire vient en effet de recevoir deux millions et demi de dollars pour des recherches sur les maladies porcines.

Le Fonds Émilie-Bordeleau, récemment mis sur pied par la Faculté des sciences de l'éducation, financera le laboratoire Défi apprentissage qui poursuit des recherches sur l'enseignement aux déficients intellectuels.

Cette année, c'est en patins, en compagnie du secrétaire général de la Fédération étudiante, que le recteur Gilles Cloutier a échangé ses vœux du Nouvel An avec les membres de la communauté universitaire.

Le nouveau programme de doctorat en médecine (programme «md») pourrait être en vigueur dès septembre 1992. Parmi les changements majeurs qui seront apportés: réduction de la durée des études de cinq à quatre ans, révision des contenus des études et création d'une année préparatoire destinée aux cégépiens.

Un jeune diplômé des HEC, Alexandre Guertin, s'est classé premier au Québec, sur 1811 candidats, à l'examen final uniforme de l'Ordre des comptables.

Catherine Beaudry est premier violon dans l'orchestre de chambre Sérénade. Elle est aussi étudiante en génie électrique à l'École Polytechnique et vient de mériter une bourse Rhodes.

Vous entamez une recherche sur le féminisme dans les années 70, les médias électroniques au Québec ou l'iconographie amérindienne au 19^e siècle? Commencez par consulter le *Guide d'histoire du Québec, du Régime français à nos jours*. L'auteur en est le professeur Jacques Rouillard, du Département d'histoire.

Le Conseil de presse a un nouveau président: l'éthicien Guy Bourgeault de l'UdeM. Le nouveau président préconise entre autres choses un retour au journalisme d'enquête.

Le roman *La Croix du Nord*, écrit par André Brochu, professeur au Département d'études françaises, a mérité le Prix du Gouverneur général.

Combien l'UdeM a-t-elle engagé de nouveaux professeurs au cours des cinq dernières années?
Réponse: 346,5!

La bourse Steacie est l'une des plus prestigieuses récompenses que puisse recevoir un chercheur au Canada. Elle vient d'être décernée au professeur Gilles Brassard du Département d'informatique et de recherche opérationnelle.



NOMINATION

Bernard Goyette vient de se joindre à l'équipe du Fonds de développement à titre d'adjoint au directeur, responsable du programme des dons planifiés.

Ce programme, qu'il aura la tâche de mettre en place et de développer, comprend entre autres les dons testamentaires, les dons de polices d'assurance et les dons en nature (tels des immeubles, des actions, des obligations, des oeuvres d'art, etc.).

AU FAÎTE

Le bulletin Au Faîte est édité par le **Fonds de développement de l'Université de Montréal.**

Rédaction
Direction des communications

Graphisme
**Bouvy Bienvenu
Castonguay & Ass.**

Mise en page
Direction des communications

Photographies
**Bernard Lambert,
Direction des communications**

Impression: **Interweb inc.**

Dépôt légal
1^{er} trimestre 1992



Banques d'informations centralisées

Les données confidentielles sont-elles bien protégées?

S'il y a des ordinateurs qui entendent, il y en a d'autres qui parlent trop.

La divulgation d'informations d'apparence anodine pourrait révéler votre revenu ou vous amener un vendeur de balayuses.

Les systèmes d'information d'aujourd'hui sont de plus en plus complexes. Ils ne sont plus seulement reliés à des stations de travail à l'intérieur d'un organisme mais peuvent être accessibles de n'importe où dans le monde par ligne téléphonique. Les utilisateurs peuvent même transférer facilement l'information des banques de données centrales à leur micro-ordinateur et la traiter selon leurs besoins, à l'aide d'outils de gestion de données.

La question des contrôles d'accès est donc de la plus haute importance. Les systèmes de sécurité actuels mis en place pour restreindre l'accès aux ban-

ques de données n'empêchent pas toujours le transfert de ces données. Jusqu'à ce jour, aucune loi ne protège adéquatement la divulgation de données confidentielles entre des compagnies privées. À chaque fois par exemple que l'on fait une demande de prêt, de carte de crédit ou d'assurance, on donne le droit, en signant le contrat, de transmettre des renseignements ou d'enquêter sur nous.

Des compagnies se spécialisent dans la collecte d'information sur les individus ou les organismes, et les données les plus demandées sont celles concernant les personnes physiques. Des

règles d'éthique sont observées par les institutions financières, mais la transmission d'information sur le crédit des individus leur facilite grandement la tâche d'analyse d'un prêt.

C'est quoi ton code postal?

Du côté des organismes publics, la transmission d'information nominative sur les individus est régie par une loi. Même dans ce cas, nous ne sommes pas à l'abri de toute intrusion. Par exemple, les données des recensements amassées par Statistiques Canada sont disponibles, sauf celles pouvant permettre d'identifier les individus.



Des informations saisies dans des banques de données centralisées de compagnies spécialisées peuvent se retrouver dans plusieurs autres banques. Une loi doit en protéger l'accès pour garantir la confidentialité des données.

Une firme de marketing de Montréal a transféré ces données sur micro-ordinateur et les a traitées par code postal. On sait qu'un code postal identifie en moyenne une dizaine de maisons : il n'est pas difficile par l'ajout d'information provenant d'autres sources, d'identifier les individus avec un pourcentage de réussite qui n'est pas loin de 100%. En établissant la carte géographique des différentes villes du pays, cette firme peut maintenant identifier les villes, les quartiers ou les rues regroupant les publics cibles les plus recherchés par ses clients. Ceci signifie que toute l'information que nous sommes obligés de transmettre, sous peine d'amende, à Statistiques Canada lors des recensements, peut se retrouver sur le marché des données à vendre.

Le pouvoir de traitement des micro-ordinateurs et la facilité de relier des renseignements entre eux selon des critères spécifiques ne permettent donc plus de garder confidentielle l'information transmise à un organisme public ou à une compagnie privée. Avant l'arrivée de la micro-informatique, seules les com-

panies disposant d'un ordinateur de grande puissance et de spécialistes en informatique pouvaient se payer ce type de banques de données. Aujourd'hui, toutes les entreprises possédant un micro-ordinateur et les logiciels appropriés peuvent le faire.

Dans ses rapports de 1990 et 1991, le Vérificateur général du Québec dénote une carence importante dans la sécurité d'accès aux données traitées sur micro-ordinateur. Même si l'on dispose du système de sécurité le plus sophistiqué, si les employés ayant tous les privilèges d'accès transfèrent ces données sur leur micro-ordinateur où il n'y a pas de contrôle de sécurité, une énorme brèche est ouverte dans le système de sécurité supposé contrôler l'accès aux données confidentielles.

Risques d'erreur

La pénétration de la micro-informatique dans le secteur public traverse aujourd'hui les mêmes problèmes que l'informatique centralisée a connus il y a une dizaine d'années. Il faudra donc mettre en place des balises pour contrô-

ler le transfert des données nominatives sur micro-ordinateur. Il en va du respect de la loi qui protège l'information confidentielle concernant les citoyens.

Lorsqu'on sait que de telles informations saisies dans les banques de données centralisées, peuvent se retrouver dans plusieurs autres banques, on est en droit de se demander si ces données ont été ou seront validées avant et après avoir été saisies. Dans la plupart des cas, il serait trop laborieux de valider toute l'information que les compagnies privées ou le gouvernement saisissent dans leur système.

Des validations sont incluses dans les programmes informatiques mais aucune loi n'oblige les compagnies qui recueillent et vendent de l'information à valider leurs données avant de les transmettre à d'autres compagnies. Si la personne qui saisit l'information commet une erreur qui passe inaperçue, l'individu ou l'entreprise concerné en subira les conséquences. Dans un tel cas, il devient extrêmement difficile d'en retrouver la source. Le marché de l'information est comme un "no man's land"



CENTRE DE MASSOTHÉRAPIE AU CEPsum

Stade d'hiver, local #249

Information:

345-1741

Lundi au vendredi 10.00 - 20.00
Samedi 11.00 - 16.00

*"Où la détente
est un art!"*

où la seule loi qui prévaut est celle du marché.

À titre d'exemple, citons le cas d'un individu qui, à chaque fois qu'il postulait un emploi, voyait sa demande refusée sans explication. Cherchant à savoir pourquoi tous les employeurs refusaient de l'embaucher, il découvrit après une dizaine d'années qu'il était fiché dans les dossiers d'un corps de police du Québec comme ayant un dossier criminel. Une erreur s'était glissée dans l'identification de la personne au moment de la saisie. Ce n'est certainement pas un cas isolé, et il est très difficile de vérifier l'information nous concernant conservée dans les banques de données au Québec, au Canada, en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Les individus sont ainsi à la merci des personnes qui montent les dossiers et de ceux qui entrent l'information dans les banques de données.

Cartes à mémoire

L'arrivée prochaine des cartes à mémoire sur le marché laisse planer d'autres risques sur l'accessibilité des données confidentielles. Le potentiel d'utilisation de ces cartes est énorme. Il peut couvrir les secteurs des banques, des assurances, des loisirs, des dossiers médicaux, des transports, des contrôles d'accès ainsi que le transfert des dossiers d'un intervenant à un autre.

Dans un avenir rapproché, certaines cartes pourront contenir toutes l'information contenue sur un disque rigide de micro-ordinateur. Il sera difficile pour un profane de savoir ce qui a été trans-

féré de son dossier lorsqu'il utilisera sa carte à mémoire pour effectuer un paiement, pour une visite chez le médecin ou pour passer un examen.

Les contrôles de sécurité des données relatives aux cartes à mémoire sont des codes d'accès ainsi que l'encodage des données. Actuellement, rien n'empêcherait les compagnies de transférer la totalité d'un dossier contenu dans une carte à mémoire. À moins d'une réglementation adéquate, les individus n'auront pour seule protection que l'éthique des organismes utilisant ces cartes.

Une législation nécessaire

Il ressort donc que les individus disposent de peu de moyens pour se protéger face au commerce des données. Il ne leur reste parfois que le recours aux tribunaux pour obtenir des compensations face aux torts que la transmission d'information confidentielle ou erronée aurait pu causer. Mais dans ce cas, le fardeau de la preuve leur incombe. Évidemment, l'absence de loi ne les dispense pas de lire attentivement tout ce qu'ils signent lorsque des renseignements confidentiels sont fournis sur des formulaires. Il faut aussi savoir que les entreprises feront l'impossible pour avoir accès au plus de renseignements possible car la bonne information au bon moment est un outil stratégique leur permettant de survivre dans la jungle de la concurrence.

Par ailleurs, il faut préciser que la transmission d'information conforme à la réalité n'est pas négative en soi. La libéralisation du commerce internatio-

nal par exemple exige que l'information sur les entreprises et les individus soit disponible facilement. Si une entreprise du Québec désire importer des biens d'un fournisseur d'un autre pays, elle doit pouvoir vérifier rapidement la solvabilité de ce fournisseur.

Pour sa part, le ministre de la Justice du Québec, M. Gil Rémillard, croit que le gouvernement doit intervenir pour mieux protéger la vie privée. Le gouvernement est conscient que l'informatique joue un rôle de premier plan et qu'une loi doit fixer des balises aux transferts de l'information concernant les individus. Le nouveau Code civil, qui entrera en vigueur en 1993, jette les bases de la législation sur la vie privée. Pour être efficace, une telle législation devra responsabiliser ceux qui emmagasinent, gèrent, transmettent et transforment l'information qu'ils recueillent sur les individus et sur les entreprises.

En tout temps, tout citoyen devrait avoir accès à l'information qui est recueillie sur lui comme c'est le cas pour l'information qui est détenue par le gouvernement. Les citoyens devront également être consultés ou être mis au courant lorsque de l'information confidentielle est transmise à leur sujet. Le gouvernement devra trouver un juste milieu entre la protection de la vie privée et la protection des droits de la société. Un beau débat s'annonce et le projet de loi n'est pas pour demain. ●

Jean-François Desjardins est conseiller principal au Service de conseils en gestion de Price Waterhouse.

Des nouvelles de l'Association des diplômés du Département d'éducation physique (ADDEPUM)

Le 19 novembre dernier, plus d'une centaine de diplômés du Département d'éducation physique ont procédé à l'élection du premier conseil d'administration de l'ADDEPUM qui se compose comme suit:

Président:
Claude Chapleau (1962)

Vice-président:
Jean-Claude Pelletier (1980)

Trésorier:
Denis Rivest (1978)

Secrétaire:
Christine Lagadec (1990)

Directrice:
Catherine Vilcek (1990)

Directrice:
Nathalie Robert (1989)

Directeur:
Conrad Bouchard (1976)

Représentante des professeurs:
Louise Béliveau

Représentante des étudiants:
Annie Pronovost (1992)

Si vous désirez devenir membre de cette association, faites parvenir un chèque de 25 \$ à l'ordre de l'ADDEPUM à l'adresse suivante:
ADDEPUM
Département
d'éducation physique
Université de Montréal
C.P. 6128, succursale A
Montréal (Québec) H3C 3J7

Veillez indiquer vos nom, année de promotion, adresse et numéro de téléphone (bureau et domicile) ainsi que votre domaine d'activité professionnelle. (À moins d'indication contraire, votre nom figurera dans notre prochain bottin des membres.)

À venir: tournoi de golf

Le vendredi 3 juillet 92 aura lieu le tournoi de golf de l'Association organisé par la promotion 1978. Tous les détails vous parviendront d'ici la fin avril.

Report de l'assemblée générale

A vis à tous les membres: modification des règlements généraux en vue du report de l'assemblée générale de 1992.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3 du règlement numéro neuf des règlements généraux de l'Association, la date prévue pour la tenue de l'assemblée générale annuelle des membres de l'Association, en vue d'élire les membres du conseil d'administration, est fixée au dernier mercredi d'avril;

ATTENDU QU'à cette date, l'assemblée générale annuelle des membres reçoit pour approbation, entre autres, les états financiers vérifiés pour l'exercice financier terminé le 31 mai de l'année précédente, soit près de onze mois après la date de la fin de ce dernier exercice financier;

ATTENDU QU'il est souhaitable de modifier la date de la tenue de l'assemblée générale annuelle des membres afin qu'elle soit tenue dans un laps de temps plus court après la fin d'un exercice financier.

IL EST RÉSOLU:

QUE l'article 3 du règlement numéro neuf des règlements généraux de l'Association soit abrogé et remplacé par ce qui suit:

RÈGLEMENT SPÉCIAL «1991-A»

étant un règlement modifiant l'article 3 du règlement numéro neuf des règlements généraux de l'Association.

Règlement numéro 9 - Élections

ARTICLE 3 - Procédures et calendrier

1- Le nouveau conseil d'administration devant entrer en fonction le 1^{er} décembre de chaque année, son renouvellement doit s'effectuer selon la procédure et le calendrier suivant:

2 - **Avril**

Dans le numéro de printemps de la revue *Les Diplômés*, un avis invite les diplômés à poser leur candidature à l'un des postes d'administrateurs dans le prochain conseil d'administration.

Cette mise en candidature doit s'effectuer selon les règles à l'article 4 et doit parvenir au secrétariat de l'Association avant le 31 octobre de la même année ou le jour juridique suivant à 16 heures.

3 - **Juillet**

Première réunion du comité de mise en candidature qui procède à l'élection décrite dans le présent règlement à l'article 1.1 ainsi qu'à l'étude de certaines candidatures qui pourront être suscitées en vue du renouvellement partiel du conseil d'administration.

4 - **Septembre**

Dans le numéro d'automne de la revue *Les Diplômés*, convocation de tous les membres à une assemblée générale annuelle en vue de procéder à l'élection.

5 - **Novembre**

Le comité de mise en candidature:

- étudie les bulletins de candidature parvenus au secrétariat dans les délais prescrits;
- vérifie l'éligibilité des candidats;
- établit la liste des candidatures acceptées sans identifier celles qu'il a suscitées, s'il en est.

6 - **Fin novembre**

Assemblée générale annuelle en vue de l'élection (s'il y a lieu), le dernier mercredi de novembre.

7 - **1^{er} décembre**

Entrée en fonction du nouveau conseil d'administration.

IL EST DE PLUS RÉSOLU:

QUE la prochaine assemblée générale annuelle et spéciale des membres de l'Association soit tenue le 25 novembre 1992 aux fins, entre autres, de i) soumettre aux membres les états financiers vérifiés pour chacun des exercices financiers terminés le 31 mai 1991 et le 31 mai 1992; ii) élire les membres du conseil d'administration entrant en fonction le 1^{er} décembre 1992; iii) nommer les vérificateurs et iv) ratifier le règlement spécial «1991-A»; et

QUE le mandat des administrateurs et des vérificateurs élus lors de la dernière assemblée générale annuelle des membres tenue le 24 avril 1991 soit prolongée jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale annuelle et spéciale des membres mentionnée ci-haut.

Résolution adoptée à l'unanimité par les membres du conseil d'administration des Diplômés de l'Université de Montréal le 9 décembre 1991.

BBC

BERGERON, BOURGEOIS, CHOQUETTE / ARCHITECTES

200, rue Fleury ouest, MONTRÉAL (Québec) H3L 1T7
TÉL.: (514) 388-6924 FAX: (514) 385-6696



Ritz-Carlton

1228 ouest, rue Sherbrooke, Montréal (Québec) H3G 1H6
Téléphone: (514) 842-4212

SYSTEMHOUSE

Chef de file nord-américain du développement et de l'intégration de systèmes informatiques.

La mise en oeuvre à forfait avec garantie complète de performance du matériel et du logiciel.

740 Notre-Dame ouest, Bureau 860
Montréal (Québec) H3C 3X6
(514) 866-2891 FAX: (514) 866-8427

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES DIPLÔMÉS

Mises en candidature

Les diplômées et les diplômés intéressés à poser leur candidature à l'un des six (6) postes d'administrateurs vacants au prochain Conseil d'administration de l'Association des diplômés de l'Université de Montréal doivent en informer le comité de mises en candidature en remplissant au complet le bulletin de présentation suivant et en le faisant parvenir au:

Secrétariat
Les Diplômés de l'Université de Montréal
3750, rue Jean-Brillant, bureau 410
Montréal (Québec)
H3T 1P1

avant le 31 octobre 1992 à 16 heures.

Bulletin de présentation

Je, _____ diplômé de la _____
Faculté _____
Département _____ en 19 _____
Adresse _____
Ville _____
Téléphone _____ Code postal _____

pose ma candidature au poste de membre du Conseil d'administration de l'Association des diplômés de l'Université de Montréal pour les années 1991-1992 et 1992-1993.

Signature _____
Date _____

J'appuie cette candidature

Nom _____
Faculté _____
Département _____ en 19 _____
Adresse _____
Téléphone _____ Code postal _____
Signature _____
Date _____

J'appuie cette candidature

Nom _____
Faculté _____
Département _____ en 19 _____
Adresse _____
Téléphone _____ Code postal _____
Signature _____
Date _____

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE

Pour continuer à recevoir la revue *Les Diplômés*

Code permanent _____
Nom _____
Prénom _____
Nom de fille (s'il y a lieu) _____
Date de naissance _____
Faculté _____
Département _____ Promotion _____
Ancienne adresse _____

Bureau

Nom de la compagnie _____
Fonction _____
Adresse _____

Téléphone _____

Résidence

Adresse _____

Téléphone _____

Retourner à:

Les Diplômés
3750, Jean-Brillant, bureau 410
Montréal (Québec)
H3T 1P1

MESSAGE IMPORTANT

Vous désirez organiser un anniversaire de promotion? Nous pouvons vous aider à retracer vos collègues en vous fournissant des listes de diplômés. Pour tout renseignement à ce sujet, nous vous demandons de communiquer avec le secrétariat des Diplômés de l'Université de Montréal:

3750, Jean-Brillant, bureau 410
Montréal (Québec) H3T 1P1
Téléphone: **(514) 343-6230**

Nous sommes à votre disposition pour vous aider à faire, de toute rencontre avec vos anciens collègues de l'Université, un véritable succès.

Appel à tous les anciens et anciennes de l'École de relations industrielles



Nous travaillons toujours à la formation d'une association des anciens diplômés et des anciennes diplômées de relations industrielles.

Nous tenons à remercier tous les anciens étudiants et les anciennes étudiantes de l'École de relations industrielles qui ont répondu à l'appel lancé dans l'édition d'automne 91 de la revue. Nous prévoyons organiser une activité qui se tiendra vers le mois de mai prochain et au cours de laquelle nous aurons tous et toutes l'occasion de nous rencontrer et d'échanger sur l'association.

Nous invitons ceux et celles qui sont intéressés à faire partie de l'association et qui n'ont pas répondu à l'annonce précédente de bien vouloir entrer en contact avec nous en complétant la section ci-dessous et en nous la retournant à:

L'Association des diplômé(e)s de l'École de relations industrielles
École de relations industrielles
Université de Montréal
C.P. 6128, succursale A
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Nous vous remercions à l'avance de l'intérêt que vous portez à ce projet qui vise à la création d'une association enrichissante pour nous tous. Une contribution de votre part serait fort appréciée (le montant est laissé à votre discrétion) puisqu'elle nous permettrait d'amorcer l'organisation des activités de notre association.

Le comité provisoire:

Jean R. Allard

Sophie Benoît

Lise Bernier-Fecteau

Marie-Claude Chabot

Lise Girard

France Hébert

(Si nécessaire, vous pouvez communiquer avec M. Phong Nguyen au 343-7312.)

Nom:

Adresse personnelle:

Numéro de téléphone:

Gala annuel de l'Ordre du mérite

25e remise de l'Ordre
du mérite
des Diplômés
de l'Université de Montréal
à

Monsieur Jean Campeau
H.E.C. 1955
Président du conseil
Domtar inc.

Sous la présidence d'honneur de
Monsieur André Bérard
Président du conseil et chef de la direction
Banque Nationale du Canada
en présence du recteur
Monsieur Gilles G. Cloutier

Le vendredi 1er mai 1992
à 18h30
dans le Salon Ovale
du Ritz Carlton
1228, rue Sherbrooke Ouest
à Montréal

Au programme

18h30
Cocktail
19h30
Remise de l'Ordre du mérite
20h30 à 2h00
Dîner dansant

Pour réservation

Veillez communiquer
avec le secrétariat
de l'Association
au (514) 343-6230

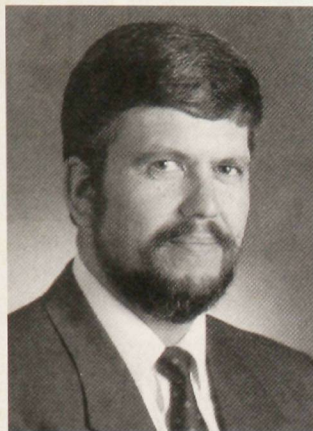
Prix du billet

170 \$ (T.P.S. incluse)
Table: 8 ou 10 personnes
Tenue de ville



Université de Montréal
Les Diplômés

31^e tournoi de golf des Diplômés de l'Université de Montréal



Louis Cyr

Le tournoi de golf annuel de l'Association des diplômés de l'Université de Montréal se déroulera cette année sous la présidence d'honneur de M. Louis Cyr (informatique 73 et H.E.C. 77), qui fut président de l'Association en 1990-1991. L'événement aura lieu le **lundi 25 mai 1992** et se déroulera pour la première fois au

Club de golf Le Blainvillier à Blainville.

En tant que membre de ce club, M. Louis Cyr est très fier d'inviter tous les golfeurs et golfeuses à participer à ce tournoi prestigieux.

Nouveau terrain, donc, mais aussi nouvelle formule avec un départ simultané (shot gun) à 11 heures, précédé d'un brunch facultatif. Comme par les années passées, le dîner sera servi à 19 heures.

N'oubliez pas qu'il est toujours préférable de réserver tôt, le nombre total de participants ayant été fixé à 144. Remplissez donc sans tarder le bulletin d'inscription prévu à cet effet et retournez-le au secrétariat de l'Association dès que possible.

Si vous désirez de plus amples informations sur ce tournoi, communiquez avec:

Michel Saint-Laurent
au (514) 343-6230.

Le lundi 25 mai 1992
au club de golf Le Blainvillier

Sous la présidence d'honneur de

M. Louis Cyr

Informatique 73 et H.E.C. 77

Départ simultané (shot gun) à 11 heures. Le comité du tournoi complètera les quatuors au besoin.

Le coût est de 140 \$ (T.P.S. incluse) par personne et comprend le **brunch, le tournoi, la voiturette et le dîner.**

Pour les personnes qui ne désirent pas participer au brunch, le coût est de 130 \$ (T.P.S. incluse).

Pour les personnes qui désirent participer au dîner seulement, le coût est de 70 \$ (T.P.S. incluse).

La date limite de l'inscription est le 15 mai 1992.

Formulaire d'inscription

Départ à 11 heures.

Les membres du quatuor seront:

1	Faculté/Promotion
2	Faculté/Promotion
3	Faculté/Promotion
4	Faculté/Promotion

Responsable du quatuor:

Nom	Prénom
Faculté	Promotion
Adresse	
Téléphone: (bur.)	(dom.)

Tournoi incluant brunch:	___ X	140 \$ =	___ \$
Tournoi sans brunch:	___ X	130 \$ =	___ \$
Dîner seulement:	___ X	70 \$ =	___ \$
			Total = ___ \$

Faire le chèque à l'ordre des Diplômés de l'Université de Montréal.

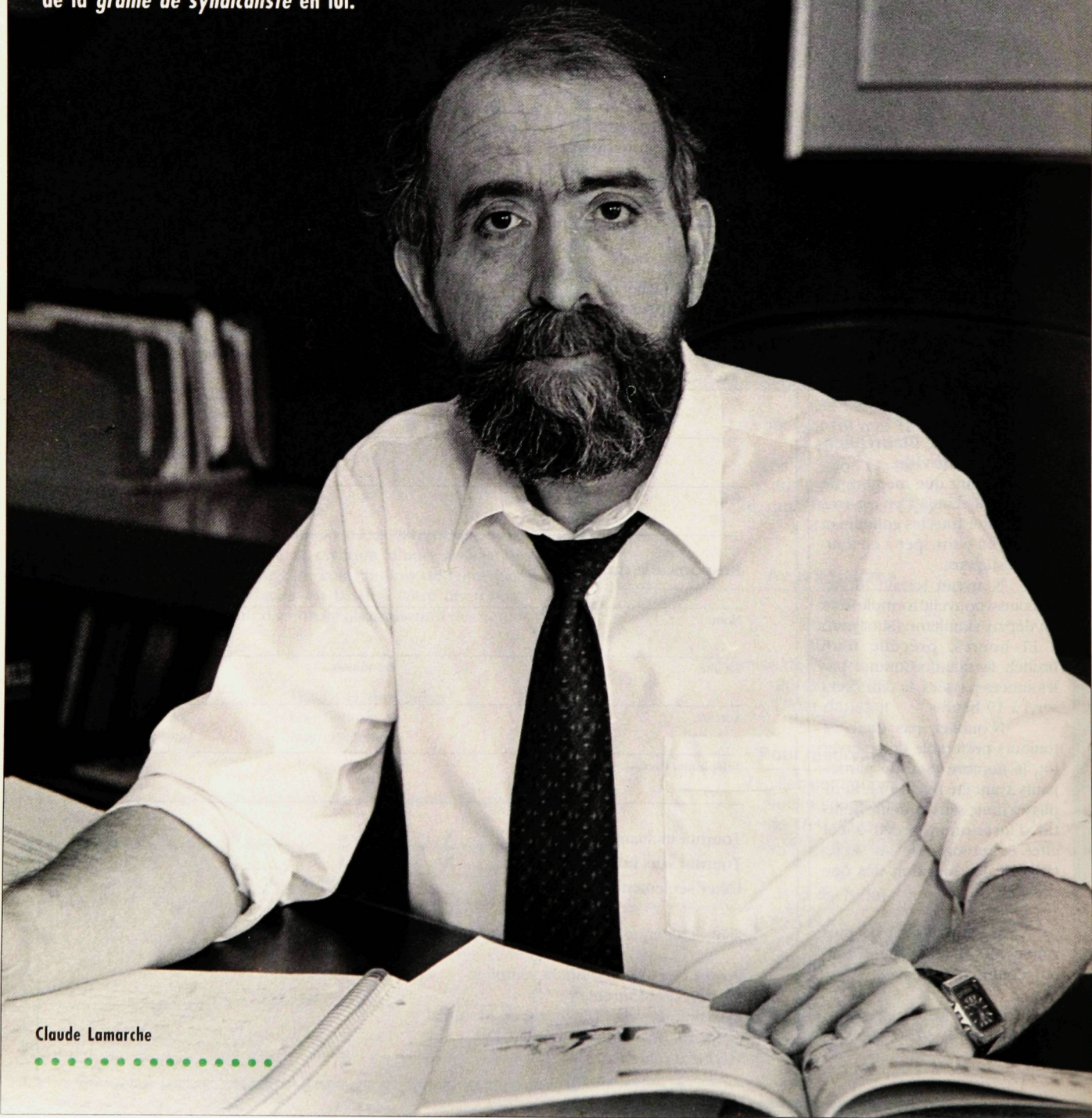
Postez ce coupon dûment rempli à:
Michel Saint-Laurent
Les Diplômés de l'Université de Montréal
3750, rue Jean-Brillant, bureau 410
Montréal (Québec) H3T 1P1

Gérald Larose

Le combattant au coeur tendre

.....

Doué d'un sens profond de justice sociale, Gérald Larose a toujours eu de la *graine de syndicaliste* en lui.



.....

Claude Lamarche

Qui ne le connaît pas? On le voit à la télévision, on l'entend à la radio, on le lit dans les journaux. Il apparaît sur les mêmes tribunes que les Dufour, St-Pierre, Béland, Beaudoin. Un homme public, une vedette reconnue au restaurant, au centre commercial, à l'épicerie, et qui trouve cela plaisant. Presqu'aussi connue qu'OVila, Guy Carbonneau, Claude Meunier.

Tout juste un peu moins populaire! «Les malheurs qui m'arrivent actuellement, a dit récemment en conférence de presse Raymond Malenfant, les larmes aux yeux, je ne les souhaiterais pas à mon pire ennemi... Gérald Larose!»

Un *discoureur* articulé, rompu à la discussion et au débat, qui parle librement, franchement, posément, avec assurance. Un *critiqueux*, un empêcheur de tourner en rond... «ou de partir en vacances, l'esprit tranquille», ajoute-t-il, en souriant. Un *conscientiseur*, un dérangeur.

«Je n'ai personne à séduire. Je n'ai pas de vote à aller chercher, non plus. J'ai des travailleurs à défendre. Et, quand les décideurs les oublient ou bafouent leurs droits, je dois les rappeler à l'ordre et je ne me gêne pas pour le faire.»

Le clan Larose

Un homme chaleureux et accueillant comme le sont souvent les gens de la campagne. «Je suis né et j'ai vécu toute ma jeunesse à Drury, une petite localité des Cantons de l'est.» Un plaisir d'être en famille. Et quelle famille! Onze enfants. Il est le septième. Une famille qui, avec l'arrivée des maris, des épouses et des enfants, est devenue le *clan Larose* (40 personnes, au total) installé autour du lac Montjoie, dans les Cantons de l'Est.

Une famille solidaire. «Aux dîners du dimanche nous sommes rarement moins de 20 personnes.» Que dire des cinq ou six grandes réunions annuelles où tous les membres du clan se font un devoir et un plaisir d'être présents. «Au méchoui de l'été, le jour de Noël, le premier de l'an, l'anniversaire de maman, celui de la mort de papa.» Un besoin viscéral d'être ensemble.

Dès son adolescence, ses

parents qui lui apprennent le sens de la liberté et de la responsabilité, sans longs discours moralisateurs. «Quand j'annonçai à ma mère, à 14 ans, que je partais faire le tour de la Gaspésie "sur le pouce", elle m'a fait un gros lunch et m'a simplement dit: "Conduis-toi comme un grand garçon." Et je suis parti.» Et il est revenu, en s'étant conduit... comme un grand garçon! «Et quand l'année suivante, j'appris à mon père que j'avais été mis à la porte du Collège (il avait entrepris, bien sûr, de mettre sur pied une association d'étudiants!), il ne m'a dit que ces paroles, sans élever le ton et sans me faire de reproches: "Arrange-toi pour te trouver un autre collège"... et j'en ai trouvé un autre.» Des années d'école extraordinaires à s'occuper du journal étudiant, à participer à des concours oratoires, à monter des pièces de théâtre.

Bicyclette et démocratie

Des études non moins stimulantes: «J'ai été cultivateur, manoeuvre, j'ai fondé avec d'autres *Cyclotourisme* qui m'a permis de visiter toute la province. J'ai été prospecteur minier et j'ai fait le tour du Canada. J'ai alors appris à travailler avec des étrangers, j'ai découvert les autochtones, j'ai fait mes premières expériences de la démocratie.»

Du cours classique à la théologie chez les Rédemptoristes (baccalauréat et maîtrise). «Un désir de participer à l'effervescence religieuse de l'époque. Un besoin aussi de méditer, d'intérioriser, de mettre de l'ordre et de la cohérence dans ma vie.»

De la théologie au service social (baccalauréat et maîtrise) «par attirance pour l'organisation communautaire». Par désir de faire le point sur les expériences pratiques antérieures, «de les décortiquer, de les confronter à celles des autres, de s'en distancer», de les appuyer sur une base théorique solide.

De la pratique à la théorie, puis un retour à la pratique qu'il n'a jamais quittée par la suite. Du travailleur social au premier CLSC mis sur pied, celui d'Hochelaga-Maisonneuve, à la présidence de la CSN. Un homme de terrain, attaché à ces hommes et à ces femmes, travailleurs de la base.

«Du monde ordinaire, des êtres simples, vrais, fiers, transparents, au langage direct, au "pif" infallible. Des gens de coeur, sensibles, reconnaissants, accrochés aux grandes valeurs: la solidarité, la justice, l'équité, le partage. Des êtres habitués à se confronter aux difficultés et de s'en sortir, généreux, inventifs, optimistes. Des gens d'humour, de plaisir, qui savent faire la fête. Des êtres avec qui je me sens à l'aise, vers qui je me sens attiré.»

Comme il l'est aussi par le travail manuel. «Un plaisir qui me vient probablement de mon père, un menuisier charpentier. J'aime cuisiner, j'aime bricoler. Chaque été, pendant les vacances, j'entreprends, au chalet, un gros travail: le balcon à refaire, le revêtement du toit à remplacer etc.» Même le clan Larose profite de son talent. «Nous achetons tout ensemble pour avoir de meilleurs prix: acres de terrain, chaloupes, pédalos etc.» Une véritable PME, pour ne pas dire un syndicat... d'initiatives!

Atomes CSN

Gérald Larose, président de la Fédération des syndicats nationaux (CSN) depuis le 27 septembre 1983. Toujours sur la sellette, sur la première ligne de front, le micro continuellement en-dessous du nez. «Je trouve cela vidant. Je suis incapable de robotiser, de répéter deux fois le même discours. Si j'ai à commenter la même nouvelle, je m'oblige à le faire de façon différente.»

Et le rôle de pourfendeur, de porte-parole agressif que se doit de jouer absolument un chef syndical, du *carcan* CSN à porter? «Quand je parle au nom de la CSN, je n'ai pas l'impression de revêtir la peau d'un personnage de théâtre. Je suis Gérald Larose, c'est tout. Si on m'a choisi comme chef de la CSN, c'est qu'on croyait que je correspondais à sa philosophie et que j'étais habilité à la véhiculer. Il y a un rapport, une chimie entre la philosophie de la CSN et celle de Gérald Larose.» Et la critique à supporter? «J'ai souvent à être un casse-pieds. J'en suis conscient. Quand on a comme projet syndical de transformer la société sur le plan social, politique et économique

tout en défendant les droits de ses membres, on bouscule et on dérange et il faut s'attendre à être attaqué.»

Il semble, ces derniers temps, que l'image des syndicats en général et celle de la CSN en particulier se soit améliorée. «Nous sommes peut-être plus écoutés, davantage consultés. Et cela n'est pas dû au fait que notre philosophie a changé mais à la situation de péril que la société traverse, à l'échec de la philosophie et des politiques néo-libérales et néo-conservatrices.» À l'effondrement de grandes sociétés financières et à la déconfiture de certains de ses chefs. «La société a besoin d'autres modèles économiques, capables d'innover. Les entreprises commencent à réaliser ce pour rétablir la situation, elles ont besoin de la complicité des travailleurs, de leur esprit d'imagination et de création, d'en faire des partenaires responsables.»

Un homme qui s'acquitte de sa fonction avec beaucoup de générosité. «Il faut une dimension altruiste, communautaire. On doit être capable de composer avec l'adversaire sans être revancheur. Avoir le courage de dire les choses telles qu'elles doivent être dites et de le faire parce que d'autres ne peuvent se le permettre, n'ayant pas de "voix" ou la liberté de parler.»

Et la qualité que vous aimeriez avoir? «La patience. Et puis non... (un "non" impatient)! Il faut maintenir une pression continue. Si on a l'éternité devant soi, rien ne changera.»

Il était déjà très tard. Et nous n'avions pas eu le temps de parler de son épouse, Marie-Rose Fragé, une enseignante, leurs deux enfants Mikaël, 9 ans, et Vania, 12 ans, de sa participation remarquée à la commission Bélanger-Campeau, de son combat épique mené au Manoir Richelieu, de son avenir, de tous ces défis que promet l'année 92, du «bon boss» qu'il est, de l'homme politique qu'il pourrait être mais que la politique n'attire pas.

Gérald Larose, 46 ans. Théologien, travailleur social, chef syndical. Homme de tête, homme de coeur, homme d'action.

Camille Dagenais 46
polytechnique
vient de recevoir le Grand Prix d'excellence décerné par l'Ordre des ingénieurs du Québec en reconnaissance de ses réalisations et de sa conduite professionnelle basées sur la compétence, la responsabilité, le respect de l'éthique et l'engagement social.

André Archambault 54
pharmacie
professeur titulaire à la Faculté de pharmacie de l'Université de Montréal, a été nommé membre du Conseil d'administration de l'École nationale d'administration publique pour un second mandat.

Roland Lamontagne 54
histoire
professeur au Département d'histoire de l'Université de Montréal, a obtenu le prix Henri-Voyard, décerné par l'Académie de marine. Ce prix, accordé au professeur Lamontagne pour l'ensemble de son oeuvre en histoire, lui a été remis au cours de la séance annuelle de rentrée de l'Académie de marine, au Musée de la Marine à Paris.

Guy Pépin 58
droit
a obtenu le titre de Fellow de l'American College of Trial Lawyers, une association nationale regroupant 4 500 Fellows aux États-Unis et au Canada.

Claude E. Forget 59
droit
vient d'être nommé membre du Conseil de l'Université de Montréal pour un mandat de quatre ans.

Jacques Durocher 60
droit
a été élu président du Conseil d'administration du Collège de Maisonneuve.

André Brochu 61
études françaises
professeur au Département d'études françaises à l'Université de Montréal, vient de remporter le prix du Gouverneur général pour son livre *La croix du nord*.

Francis Fox 62
droit
vient d'être nommé président du Conseil de Rogers Cantel inc.

Robert Sacchitelle 63
droit
vient d'être nommé juge à la Chambre de la jeunesse de la Cour du Québec.

Pierre Desautels 64
médecine dentaire
a reçu le prix du Mérite dentaire pour ses bons services à la direction de l'Association dentaire canadienne.

André Thibault 65
H.E.C.
vient d'être nommé associé du cabinet Price Waterhouse.

Harry J. F. Bloomfield 68
droit
vient d'être nommé conseiller de la Reine par le gouvernement fédéral.

Jean Piette 70
droit
a quitté ses fonctions de directeur des relations intergouvernementales pour devenir un des membres fondateurs du bureau de Québec du cabinet d'avocats Ogilvy Renault.



Jean Piette

Jean-Luc Malo 70
médecine
professeur de clinique à la Faculté de médecine et pneumologue à l'hôpital du Sacré-Coeur, a remporté la Bourse du mérite exceptionnel du Fonds de la recherche en santé du Québec.

Gilles Roberge 70
sciences de l'éducation
directeur corporatif (relations publiques et communications) de Métro-Richelieu inc., a été nommé au sein du Conseil d'administration du Centre de bénévolat de Laval à titre d'administrateur. D'autre part, M. Roberge a reçu la distinction d'agréé en relations publiques (A.R.P.) après avoir complété, avec succès, les examens de la Société canadienne des relations publiques.



Gilles Roberge

Guylaine Saucier 70
H.E.C.
vient d'être nommé membre du Conseil de l'Université de Montréal pour un mandat de quatre ans.

Claude Vadeboncoeur 70
droit
vice-président, chef du contentieux et secrétaire de Donohue inc., a été nommé membre du Conseil d'administration de la Société du Grand théâtre de Québec.

Jacques J. Boisvert 72
H.E.C.
vient d'être nommé président de Sanofi Winthrop Pharmaceuticals International Division.

Jean-François Munn 72
droit
a été nommé secrétaire associé (politique de personnel et relations de travail) au Conseil du trésor.

Gilles Brassard 72
informatique
professeur au Département d'informatique et de recherche opérationnelle, vient de remporter la prestigieuse bourse Steacie. Il s'agit d'une des plus hautes récompenses qu'un chercheur puisse recevoir au Canada.

Danielle Melanson 72
psychologie
vient d'être nommée Fellow de l'Association canadienne de psychologie.



Danielle Melanson

Patrick A. Molinari 73
droit
a été nommé membre du comité d'éthique du Conseil national de recherches du Canada pour un mandat de trois ans.

Bernard Boire 74
polytechnique
vient d'être nommé vice-président (services manufacturiers stratégiques) de Walsh Automation inc.

Manon Bourgeois 74
sociologie
vient d'être nommée directrice du Service des études supérieures de l'École Polytechnique.

Richard Lande 75
droit
vient de recevoir un doctorat en administration de l'Université de Bath en Angleterre.



Richard Lande

Jean-Luc Sénécal 75
médecine
vient de recevoir le prix du Jeune Chercheur de la Société canadienne de rhumatologie. Ce prix est attribué en compétition à un chercheur de moins de 40 ans dont les travaux de recherche sont originaux, exceptionnels et font époque dans le domaine de la rhumatologie.



Jean-Luc Sénécal

Micheline Filion-Carrière 78
médecine vétérinaire
pratiquienne dans le domaine des petits animaux depuis 13 ans à Montréal, vient d'être nommée coordonnatrice à la formation continue pour la Corporation professionnelle des médecins vétérinaires du Québec.

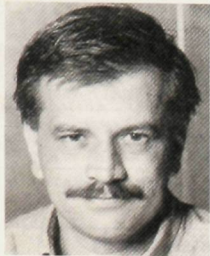


Micheline Filion-Carrière

Éliana Marengo 79
droit
associée du cabinet Monette, Barakett, Lévesque, Bourque et Pedneault, a récemment été nommée membre du comité consultatif sur l'immigration de la région de la Vénétie (Italie) par le gouvernement de cette région, pour traiter des affaires concernant ses immigrants au Canada.

Denis Levasseur*psychologie
psychologie 81 et 89*

a obtenu une bourse de 15 000 \$ de la Fondation du prêt d'honneur pour des études postdoctorales.

*Denis Levasseur***79****Lise Genest***linguistique
linguistique 85*

directrice du service de traduction de l'Armée du Salut, a été élue à la vice-présidence de l'Association des conseils en gestion linguistique.

*Lise Genest***80**

le premier photographe canadien à mériter cette distinction. M. Marchand est photographe institutionnel à l'emploi du regroupement Loisir Québec.

*Daniel Marchand***Sonia Sarfati***sciences biologiques*

collaboratrice à La Presse, a remporté le prix Molson de journalisme de loisir pour la deuxième année consécutive, dans la catégorie de la presse écrite.

81**Louis Lorrain***informatique*

vient de créer une firme de conseil en technologies de l'information, Palantir Conseil, dont il est le président.

81*Louis Lorrain***Daniel Laflamme***droit*

a été nommé régisseur de la Régie du logement pour un mandat de cinq ans.

79**Daniel Marchand***sciences économiques*

a reçu pour une deuxième année la «Fuji photo of the month» décernée par le magazine international Formula. L'an dernier, il fut

80**Lyette Doré***droit*

vient d'accepter un nouveau poste au Centre canadien de gestion à Touraine. Mme Doré revient tout juste de Hong Kong où elle a donné des cours à l'Université de Hong Kong dans le cadre de son programme de maîtrise en administration publique.

80**Mario Guillemette***informatique*

vient de joindre les rangs du Groupe Transcontinental G.T.C. Itée à titre de directeur général de l'imprimerie Transmag à Anjou.

81*Mario Guillemette***Francine Létourneau***linguistique*

présidente de Traductions Noir sur Blanc inc., a été élue pour un second mandat au Conseil d'administration de l'Association des conseils en gestion linguistique.

82*Francine Létourneau***Soutien**

La Résidence du Parc, est un établissement de la chaîne Central Park Lodges. Nous offrons depuis longtemps des soins humains aux personnes âgées dans toutes les régions du pays. Et grâce à la qualité supérieure de ces services, nous jouissons d'une excellente réputation partout au Canada. Vous pouvez faire confiance à la Résidence du Parc.

Compréhension

Notre atout le plus précieux est notre personnel : des personnes d'expérience, dévouées et compréhensives qui mettent beaucoup de soins à assurer des services individualisés et de haute qualité tout en respectant l'intimité et l'autonomie de nos résidents. Voilà ce qui nous distingue des autres établissements.

Sécurité

Depuis 1961 nous offrons à nos résidents un environnement adapté à leurs besoins. Car rien n'est plus important que le bien-être de ceux que l'on aime et ça, personne ne le sait mieux que nous.

LA RÉSIDENCE DU PARC

À LA CONFIANCE DES PERSONNES AGÉES PARTOUT AU CANADA

33, AVENUE ARGYLE, ST-LAMBERT, TÉLÉPHONE (514) 465-1401

André d'Orsonnens*droit***83**

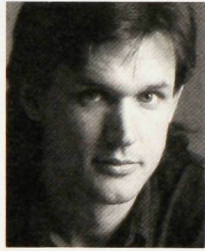
a récemment été nommé vice-président de la Corporation de l'hôpital Lakeshore. Me d'Orsonnens pratique le droit au sein du secteur litige de l'étude Heenan Blaikie à Montréal.

Sylvain Perreault*droit***83**

a récemment été nommé vice-président, affaires juridiques et secrétaire général de la Bourse de Montréal.

Robert Normandeau*musique***88**

a remporté le 1^{er} prix du jury et le prix du public ex-aequo au 2^e concours international Noroit-Léonce Petitot (Arras, France) pour sa pièce Éclats de voix, une oeuvre acoustique (musique électroacoustique sur bande).

*Robert Normandeau***Guy Arsenault***physique***89**

a obtenu une bourse de 15 000 \$ de la Fondation du prêt d'honneur pour des études postdoctorales.

*Guy Arsenault***Martine Monette***chimie***89**

vient d'obtenir une bourse de 5 000 \$, offerte par les Rencontres-réussites 1991-1992 et la firme Commax.

Décès

France Brien <i>agronomie</i>	22	Robert Saint-Laurent <i>H.E.C.</i>	44	Guy Descary <i>pharmacie</i>	62
Gaston Lajoie <i>médecine dentaire</i>	27	Gustave Boulanger <i>H.E.C.</i>	45	Hélène Kayler <i>mathématiques</i>	62
Aurélien Noël <i>H.E.C.</i>	27	Henri Saint-Amour <i>chimie</i>	45	Francine Tougas-Dorlot <i>philosophie</i>	62
Calixte Favreau <i>médecine</i>	28	Paul Beaudoin <i>H.E.C.</i>	45	Lucienne Laroché <i>lettres</i>	63
Armand Frappier <i>médecine</i>	30	Pierre-Marie Poisson <i>droit</i>	47	Rémi Plourde <i>sciences de l'éducation</i>	63
Rosario Armand <i>sciences sociales</i>	30	Marcel Bernard <i>polytechnique</i>	48	Madeleine Simard <i>chimie</i>	64
Jean Cornez <i>droit</i>	30	Maurice Mongeau <i>médecine</i>	48	Yves Lacasse <i>médecine</i>	65
Albert Leblanc <i>droit</i>	32	Jean Lajeunesse <i>H.E.C.</i>	48	Réal Parent <i>sciences économiques</i>	66
Joseph Dufresne <i>agronomie</i>	32	Raymond Couture <i>médecine dentaire</i>	49	Denyse Lambert <i>psychologie</i>	67
Laurier Belleville <i>polytechnique</i>	33	Louis-Philippe Picard <i>H.E.C.</i>	49	Robert Côté <i>polytechnique</i>	69
Henri Tourigny <i>médecine dentaire</i>	33	Gérard Touchette <i>médecine dentaire</i>	49	Denise Dionne <i>sciences infirmières</i>	69
J. David Deshaies <i>architecture</i>	34	Georgette Jarry <i>bibliothéconomie</i>	51	Yvon Brazeau <i>H.E.C.</i>	70
J. Émile Dumontier <i>polytechnique</i>	35	J. Yvon Clément <i>polytechnique</i>	51	Estelle Laberge <i>sciences</i>	72
J. Roger Collette <i>droit</i>	36	Germaine Leduc-Dallaire <i>Hygiène</i>	51	Raphaël Dohan <i>H.E.C.</i>	73
Gaétan Bruneau <i>polytechnique</i>	36	Cécile Dubreuil-Ponchee <i>hygiène</i>	52	Marcelle Jacques <i>sciences infirmières</i>	73
Sylvio de Grandmont <i>sciences sociales</i>	37	éducation physique 59		Andrée Beaudoin-Samson <i>théologie</i>	74
Jean Noël <i>droit</i>	38	Pierre Savoie <i>agronomie</i>	52	Francine Tétreault <i>psycho-éducation</i>	76
Marius Dubeau <i>médecine</i>	40	Marcel Quesnel <i>H.E.C.</i>	52	Gisèle Giguère-Bowring <i>éducation comparée</i>	80
Rodrigue Théoret <i>médecine</i>	41	Roger Ducharme <i>théologie</i>	54	André Boucher <i>andragogie</i>	81
René Troalin <i>médecine vétérinaire</i>	42	Akos de S. Muszka <i>droit</i>	55	Laurent Lahaie <i>technique éducationnelle</i>	81
Paul-Émile Laurence <i>H.E.C.</i>	43	Jean-Claude Malo <i>polytechnique</i>	56	Suzanne Laurin <i>médecine</i>	84
		Denis Hamel <i>polytechnique</i>	58	Jacques Blanchard <i>éducation permanente</i>	85
		Carole Gaulin <i>sciences sociales</i>	59	Raymond Larivée <i>éducation permanente</i>	86
		Jean-Guy Marineau <i>H.E.C.</i>	60		
		Réal Brunet <i>polytechnique</i>	61		
		Marcel Longtin <i>bibliothéconomie</i>	61		
		Jacques Béliveau <i>pharmacie</i>	61		
		Louis Perron <i>médecine</i>	61		



Le cimetière Notre-Dame des Neiges

*Vous remercie de l'attention
que vous lui témoignez.*

4601 Chemin de la Côte des Neiges
Montréal Québec H3V 1E7 Tél.: 735-1361



Le goût de lire et la bande dessinée

Pierre Roy

Sciences de l'éducation 1981

Pourquoi une étude sur la bande dessinée? Tout simplement parce que les enfants l'aiment. C'est pourquoi elle a été utilisée en classe, comme déclencheur, dans le but de stimuler le goût de lire pour vrai. Résultat: des enfants qui ont réussi, sans le savoir, à développer une attitude positive à l'égard de la lecture et de véritables habitudes de lecture.

Association canadienne pour l'avancement de la littérature, 1991
216 pages, 17,95\$

Reflexions et action

Michel Houle

Arts 1974

Éducation permanente 1976

Sciences de l'éducation 1984

Il s'agit d'un troisième cahier pour les professeurs en art dramatique. Ce cahier constitue la suite des deux précédents et aborde de façon sommaire et concrète certains aspects de l'art dramatique: définition et contenu, rétroaction... Il offre une description détaillée d'une dizaine d'ateliers d'art dramatique. Il contient aussi une quinzaine de textes d'élèves présentant une série de personnages divers du monde du théâtre. Une bibliographie sur la créativité et l'art dramatique apparaît à la fin du cahier.

Éditions privées, 1991
120 pages, 18\$

Le paradis perdu

Jean-Pierre Guillet

Sciences 1975

Enseignement secondaire 1976 et 1988

Depuis l'adolescence, Jean-Pierre Guillet est amateur de nature et de récits d'aventure. À 20 ans, il a écrit en quelques pages l'ébauche de cette histoire. Mais avant de la compléter, il a pris le temps de devenir biologiste, d'enseigner dans un cégep, de se marier, de jouer avec ses trois enfants... et son ordinateur. Il compte sur vous, lecteurs de son premier roman, pour que le paradis perdu ne devienne jamais réalité.

Les Éditions Héritage inc., 1991
118 pages

Une révolution avortée

Paul-Émile Roy

Études françaises 1981

Cet essai est si personnel qu'on découvre, dès les premières pages, que son auteur, sans le vouloir, sans en être conscient, commence par dessiner son propre portrait en évoquant simplement son expérience, l'amour de son métier, la jeunesse en laquelle il croit, etc.; voici un professeur comme il n'y en a sans doute pas beaucoup...

Éditions du Méridien, 1991
134 pages, 22,95\$

Vivre avec un malade sans le devenir

Sylvain Neron

Psychologie 1986

Bruno Fortin

En raison des conséquences qu'affectent les coupures budgétaires à travers l'ensemble du réseau de la santé, le phénomène des gens à qui incombe la responsabilité d'une personne malade est de plus en plus courant. Le rôle «d'aidant naturel» est lourd de responsabilité et suppose donc une organisation de vie en conséquence. Chacun pourra puiser dans ce livre les éléments-clés destinés à l'accomplissement de ces tâches dans le meilleur équilibre qui soit.

Éditions du Méridien, 1991
130 pages, 19,95\$

Lueurs froides

Claude Hamelin

Science biologiques 1970, 1972 et 1975
Voici le deuxième recueil de poésie de Claude Hamelin. L'auteur ici interroge le mal-être. Et ses réflexions amènent le lecteur à repenser les grands thèmes de l'amour, de la solitude et du sens même de la vie.

Les Presses d'Amérique
128 pages, 19,95\$

Paul Guoin

Philippe Ferland

Droit 1935

Sollicité par les réformistes du Parti libéral du Québec, Paul Guoin fonda l'Action libérale nationale en 1934. Il lui donna un programme de réformes dans tous les domaines, selon la doctrine de l'abbé Groulx. Il affrontait le Parti conservateur de Maurice Duplessis et le Parti libéral dirigé par le premier ministre Alexandre Taschereau. Me Philippe Ferland, homme de confiance et confident de Paul Guoin, était tout désigné pour raconter sa vie politique dramatique et la tragédie de son épreuve.

Guérin Éditeur, 1991
604 pages, 24,95\$

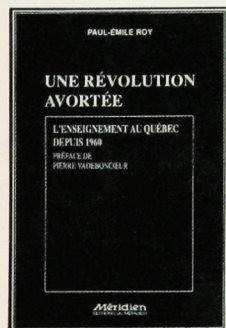
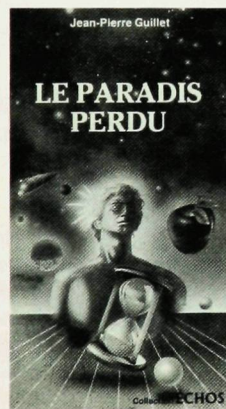
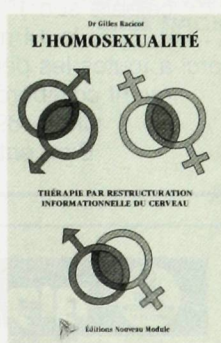
L'homosexualité

Gilles Racicot

Médecine 1955

Ce livre représente la somme de dix ans d'observations faites par l'auteur lors du traitement de 130 cas d'homosexualité. Il s'adresse autant au grand public qu'aux thérapeutes. L'homosexualité y est démystifiée et présentée sous un angle de responsabilité et non de culpabilité de la part des procréateurs. L'approche thérapeutique appliquée est différente de toutes celles utilisées auparavant et ouvre la voie au traitement de plusieurs autres formes de problématiques, autant sexuelles que comportementales ou mentales.

Éditions Nouveau Module, 1991
Commande postale: 133, Montcalm, Valleyfield (Québec) J6T 2E1
23,35 \$, taxes et frais inclus



LE JEU LUDIQUE

CONSEILS ET ACTIVITÉS PRATIQUES



LOGIQUES
ÉCOLES

Le jeu ludique

Nicole de Grandmont

Orthopédagogie 1977 et 1982

Le développement de l'être humain ne peut s'accomplir sans le jeu. C'est dans le jeu que l'enfant découvre des moyens à sa mesure par lesquels il s'approprie le monde. Le jeu ludique est un guide destiné aux parents, aux pédagogues et aux éducateurs qui veulent se servir du jeu pour aider l'enfant à apprendre et à s'épanouir.

Les Éditions Logiques, 1991
175 pages, 24,95\$

Technologie salvatrice

Michèle Laframboise

Géographie 1984 et 1987



Cet album s'est construit à coup de planches hebdomadaires publiées dans le Polyscope (le journal étudiant de Polytechnique). La plupart des gags sont inspirés de situations réelles. Technologie salvatrice jette un regard animé d'un indéfectible optimisme sur les hauts et les bas de la vie à l'École Polytechnique. Cette vie empreinte d'austérité se partage entre les cours, l'étude à la dernière minute, la prière, les examens traîtres, les comités et les «parties» au milieu desquels surgit un invité inattendu dont aucune technologie ne peut nous sauver... l'amour.

Les Éditions du Phylactère inc., 1991
45 pages, 9,95\$

Histoire de l'École Polytechnique de Montréal

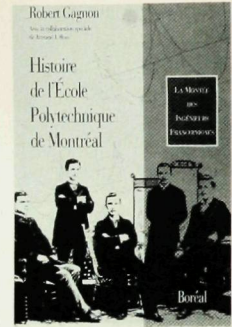
Robert Gagnon

Histoire 1980 et 1984

Sociologie 1990

Avec la collaboration spéciale de
Armand J. Ross.

Pour la première fois, un livre retrace en textes et en images, l'histoire de l'une des principales institutions du genre en Amérique du Nord, depuis ses débuts jusqu'à aujourd'hui. A travers celle-ci, c'est la montée d'un nouveau groupe social, les ingénieurs francophones, que ce livre permet de comprendre.
Boréal, 1991
528 pages, 39,95\$



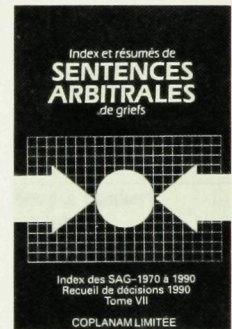
Index et résumés de sentences arbitrales de griefs

Jean-Guy Périard

Éducation permanente 1968

Relations industrielles 1971

Créateur de l'ouvrage Index et résumés de sentences arbitrales de griefs, M. Périard en assume depuis 1981 la direction. Il s'agit ici du septième tome publié à ce jour. Il présente la quasi-totalité des décisions arbitrales rendues durant la période 1989-1990. Document de référence de première importance, il permet au lecteur de faire le point sur un très grand nombre de situations en relations de travail. Version informatisée disponible.
Coplanam ltée, 1991
755 pages



Pour une sagesse de l'environnement

André Beauchamp

Théologie 1962

Cauchemar, catastrophe, fumisterie? Les opinions varient sur le sérieux et la portée de la question environnementale. Depuis quinze ans, observateur privilégié de la question au Québec, André Beauchamp fait le point. Il propose un tour d'horizon en signalant les dangers réels et les degrés d'incertitude. Ni cri d'alarme ni confiance aveugle, mais un regard lucide et amoureux. Pour une sagesse de l'environnement pointe les défis éthiques de notre génération et fait l'inventaire des ressources spirituelles de la pensée chrétienne.
Novalis, 1992
224 pages, 18,95\$



Former des adultes en milieu multiethnique

Monique Ouellette

Andragogie 1990

Former des adultes en milieu multiethnique est l'aboutissement d'une recherche-action menée par l'auteure auprès d'une centaine de formatrices et de formateurs d'adultes dans quatre commissions scolaires et dans des centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI) de décembre 1989 à avril 1991.

Éditions Beauchemin, 1991
260 pages, 24,95\$



la radio de l'U. de M.
diffusant maintenant à plus de 10 000 W,
célèbre son 1^{er} anniversaire
le 14 mars!

Merci à toutes les personnes diplômées
ayant collaboré à ce projet.
CISM, 89,3 FM
Bien entendu!



BIO/MEGA

UN CHEF DE FILE
EN RECHERCHE PHARMACEUTIQUE
AU CANADA

BIO-MÉGA INC.

2100 rue Cunard, Laval (Québec) H7S 2G5 Tél.: (514) 682-4640 Télécopieur: (514) 682-8434

Les décrocheurs scolaires

Claude Rivard

Éducation permanente 1976

Claude Rivard propose une étude systématique de ce phénomène mal connu, considéré il n'y a pas encore si longtemps comme marginal, mais aujourd'hui devenu un véritable problème social et institutionnel.

Hurtubise HMH, 1991

168 pages, 14,95\$

Le droit de grève dans la législation d'Ottawa et de Québec

Philippe Ferland

Droit 1935

L'auteur décrit très bien ce volume lorsqu'il dit: «Il y a des solutions aux problèmes de la grève et je les mentionne.»

Guérin éditeur, 1991

26,95\$

Barrin de La Galissonnière

Roland Lamontagne

Histoire 1954

Au cours de la dernière décennie de sa vie, Barrin de La Galissonnière, à titre d'administrateur, d'homme de science et d'officier de marine, sera intimement lié au destin de l'empire français d'Amérique. C'est ainsi qu'en histoire du Canada, il mérite une place de premier rang, particulièrement en vertu de cette période de transition. La Galissonnière a cherché, en vain, à éviter le transfert de pouvoir de la France à la Grande-Bretagne, en Nouvelle-France.

Guérin Éditeur, 1991

64 pages, 7,95\$

Le dictionnaire pratique des expressions québécoises

Bernard Soucy

Linguistique 1990

André Dugas

Reffet de notre société, ce manuel de référence complet décrit les expressions en usage aussi bien dans la vie de tous les jours que dans les productions journalistiques ou les autres sphères de l'activité humaine. Les expressions incluses dans le dictionnaire sont présentées de façon naturelle, dans des phrases courtes et dans un ordre permettant un repérage facile.

Les Éditions Logiques, 1991

300 pages, 34,95\$

L'écologie de la santé par les médias

Lise Renaud

Technique éducationnelle 1987

André E. Bouchard

Sciences de l'éducation 1978

L'écologie de la santé par les médias est un essai sur l'environnement créé par les médias dans le domaine de la santé. Ce livre pose aussi la question de la responsabilité des médias dans l'image que l'individu se fait de sa santé et dans la dépendance qui peut en découler, à moins que la promotion de la santé n'intervienne pour susciter des changements d'attitudes et de comportements. Ce livre propose la mise sur pied d'un institut des médias en matière de santé.

Éditions Agence d'Arc inc., 1991

310 pages, 42,80\$

Une histoire à faire japper

Yves Beauchemin

Lettres 1965

Le premier livre d'Yves Beauchemin destiné aux jeunes de 8 à 12 ans. C'est l'histoire de Pantoufle, un golden retriever pas ordinaire. A moins que l'on considère comme normale une chienne qui comprend à cent pour cent le langage humain, et qui réussisse même à l'écrire! D'un bout à l'autre du volume, l'intérêt est continu, soutenu. Comme dans les autres romans d'Yves Beauchemin.

Éditions Québec/Amérique, 1991

223 pages

Au féminin:

guide de féminisation des titres de fonction et des textes

Monique Biron

Traduction 1976

Relations publiques 1988

Trouver le féminin d'un titre de fonction est une chose, l'intégrer harmonieusement dans un texte en est une autre. Le guide Au féminin répond à ce double défi en proposant à tous ceux et celles qui veulent féminiser leurs textes des règles et des procédés qui respectent les principes fondamentaux de la grammaire. Axé sur la qualité du français, ce guide contient de nombreux exemples qui mettent en valeur les ressources dont dispose la langue pour s'adapter aux réalités contemporaines.

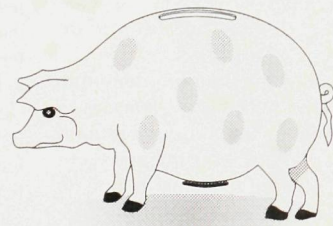
Publications du Québec, 1991

34 pages, 5,95\$

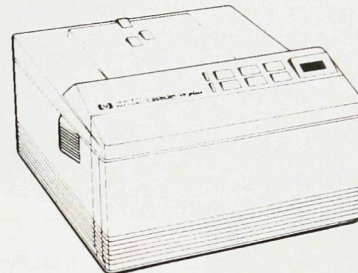
Coopoly, en affaires depuis plus de 45 ans !



COOPOLY VOUS PRÉSENTE LA LASERJET DE HP POUR PETITS BUDGETS.



Venez
en faire
l'essai
dès
aujourd'hui!



Imprimante LaserJet IIP plus

- Qualité supérieure, 300 points au pouce pour les textes et les graphiques
- Format compact
- Impression, 4 pages/minute
- Compatible avec tous les principaux logiciels

**HEWLETT
PACKARD**
Concessionnaire autorisé



Devenez
membre et
bénéficiez
d'importantes
réductions.

.....
coopoly

Succursale informatique
3744, rue Jean-Brillant
Montréal, (Québec) Tél. : 340-4487
Lundi au mercredi de 10 h à 18 h
Jeudi et vendredi de 10 h à 21 h
Samedi de 9 h à 17 h

Boutique informatique
Ecole Polytechnique
Local C-109 Tél. : 340-4334
Lundi au vendredi de 10 h à 18 h

Rencontre Sélecte Plus inc.

L'agence professionnelle de rencontre
qui se distingue par sa clientèle de professionnels
et de gens d'affaires.

822, rue Sherbrooke Est
Téléphone: (514) 524-0142

Campagne RÉUSSIR ENSEMBLE, Famille universitaire

Des diplômés s'impliquent

Nous poursuivons la publication de la liste des diplômés «Noms spéciaux» qui ont accepté de participer au succès de la Campagne RÉUSSIR ENSEMBLE.

Cette démarche particulière auprès d'un nombre restreint de diplômés vise à obtenir un don individuel d'au moins 1 000 \$ par année au cours des cinq prochaines années. L'objectif est de regrouper plus de 200 bénévoles sous la responsabilité de 14 présidents de groupe.

Au-delà d'un demi-million de dollars a été souscrit, à ce jour, ce qui nous amène à un peu plus de cinquante pour cent de l'objectif fixé à un million de dollars.

Médecine

Arthur Pagé, 1955
Jacques Lorrain, 1959
Claude Sergerie, 1961
Victor Bardagi, 1965
Denis Hamel, 1971
Hubert Arslanian, 1976
Ernest Prigent, 1977
Marc Steben, 1978

Médecine dentaire

Denis Laflamme, 1965
Président



Jean-Paul Lussier, 1942
Yves Dufresne, 1946
Jean-Guy Boily, 1960
Michel Plamondon, 1971
Hélène Allard, 1976
Richard M. Mercier, 1977

Médecine vétérinaire

Gaston Roy, 1964
Président



Jean-Marie Dionne, 1954
Jean-Baptiste Phaneuf, 1955
Paul Cusson, 1962
Paul Desrosiers, 1966
Robert-Benoît Gauthier, 1971
Gaston Provencher, 1971
Paul Baillargeon, 1974
Jean Bernier, 1977
Jean Guertin, 1978
Camille Moore, 1978

Relations industrielles

Pierre Girard, 1970
Président



Psychologie

Jean Pierre Laroche, 1960
Président



Sciences économiques

Norman Edward Wale, 1968
Président



Informatique et recherche opérationnelle

Louis Cyr, 1973
Pierre Gillespie, 1981
(en complément de la liste déjà publiée)

Les fruits du phonoton

Plus de 200 phonothonistes ont participé au succès du Phonoton annuel qui se tenait dans les locaux de l'Université de Montréal les 4 et 5 novembre derniers. Une somme de 193 292 \$ a été recueillie auprès de 3 582 souscripteurs.

Merci à tous les donateurs et bénévoles ainsi qu'aux commanditaires suivants :

LES ÉDITIONS FRANÇAISES

AUTOSTOCK
AUX DEUX GAULOISES
BRASSERIE MOLSON O'KEEFE
BROCHETTERIE KALIMERA
CANDEREL
CHEZ LA MERE TUCKER
EATON
ÉDITIONS FLAMMARION
ÉDITIONS PIERRE TISSEYRE
ÉDITIONS YVON BLAIS
HOSTELLERIE LES TROIS
TILLEULS
HOTEL L'ESTÉREL
JOHNSON & JOHNSON
LA COURTE ÉCHELLE
LE CHANTECLER
LE COMMENSAL
LE JOLI MOULIN
LES GRANDS EXPLORATEURS
LIBRAIRIE BOULEVARD
LIBRAIRIE RAFFIN
LIBRE EXPRESSION
McGRAW-HILL ÉDITEURS
MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE
MONTRÉAL
PEPSI COLA MONTRÉAL
VERSABEC

CLUB MED
LA MOULERIE
LE REINE ÉLIZABETH
LES GRANDS BALLETS
CANADIENS
LES VERRIERS ST-DENIS
MONT ORFORD
MONT SUTTON
PIZZAFIORE
RESTAURANT LA MEDINA
RESTAURANT LA VILLESINA
RESTAURANT LE GIOMONTAIS
RESTAURANTS GIORGIO
SEAGRAM QUÉBEC
- VINS ET SPIRITUEUX
SÉLECTION DU READER'S
DIGEST
SERVICE DES MAGASINS
- U. de M.
SERVICE DES SPORTS - U. de M.
SKI MORIN HEIGHTS
STATION DE SKI AVALANCHE
THÉÂTRE DES VARIÉTÉS
THÉÂTRE DU NOUVEAU MONDE
TRATTORIA TRESTEVERE
TRUST GÉNÉRAL
WILSON & LAFLEUR

Eh oui!

Un Diplômé dans votre cuisine ou votre bureau

Yves Picard Ing.

- Armoire de Cuisine
- Ameublement intégré
- Commercial et résidentiel
- Service personnalisé
- Directement du fabricant

Les Ateliers Charlyve

12 658, boul. Industriel
Montréal H1A 3V2

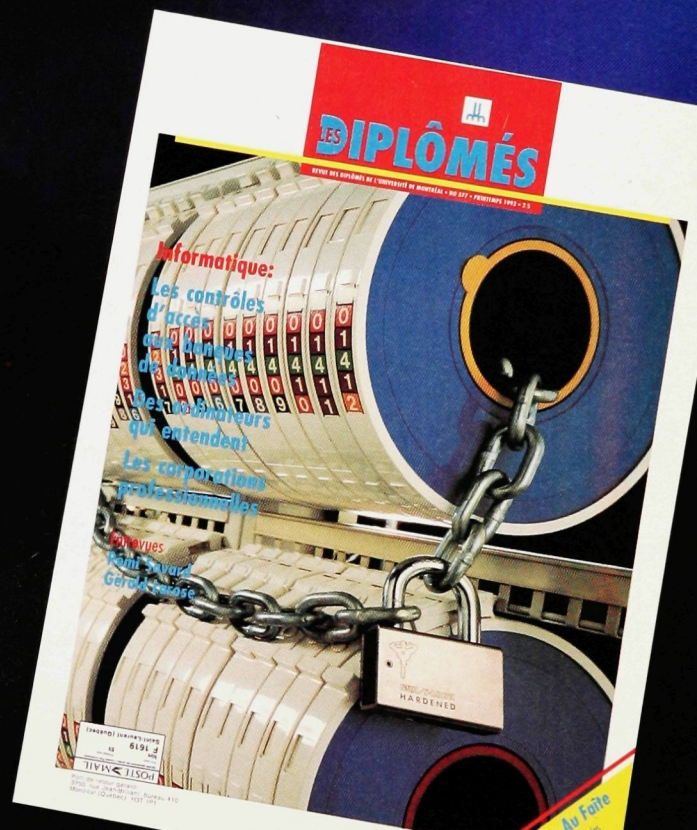
☎ (514) 644-2209

*Aussi simple
que vous le
souhaitez !*

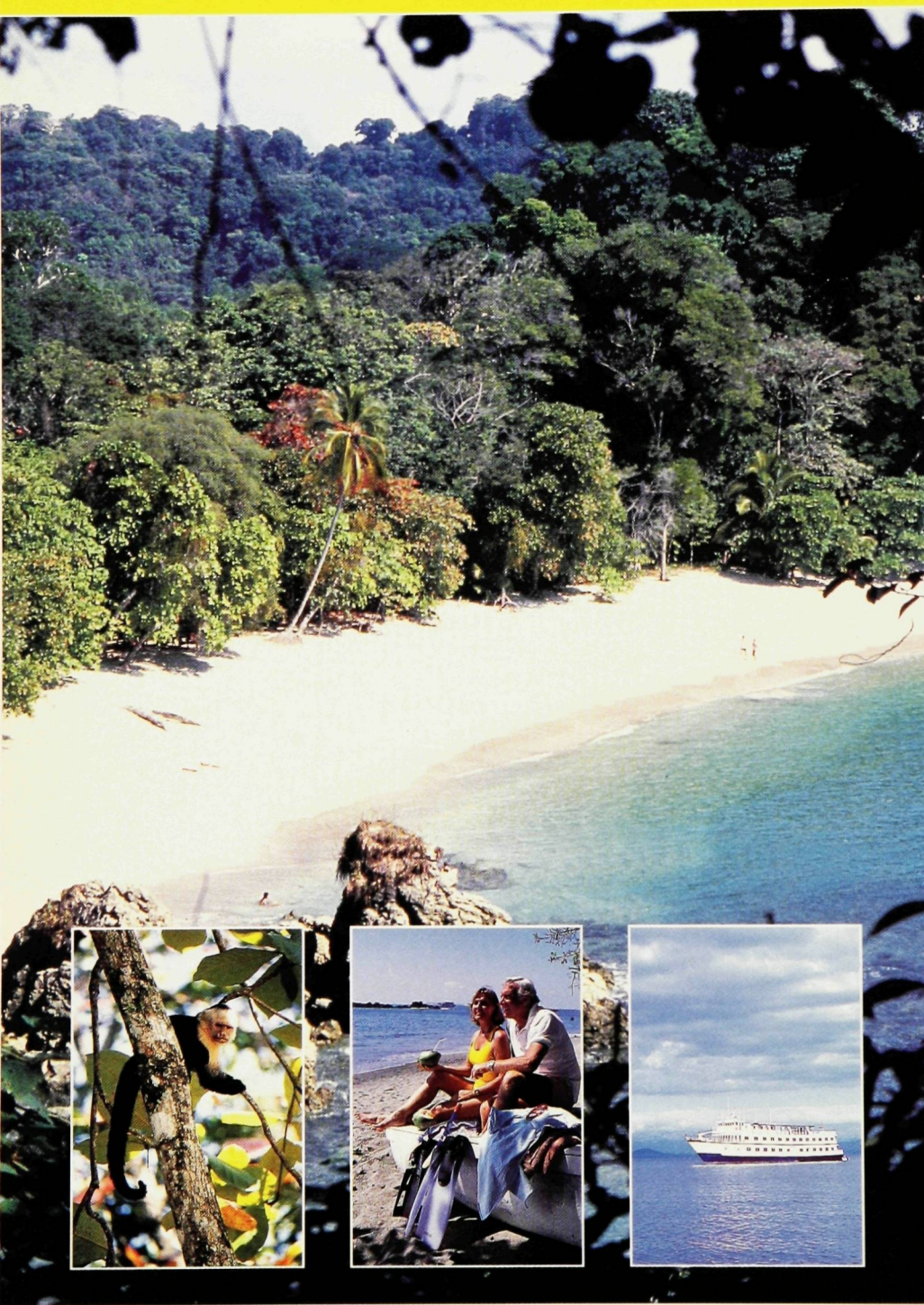
- Impression
- Reliure
- Pré-impression
- Pelliculage et séparations de couleur

Interweb inc.

1603 BOUL. MONTARVILLE,
BOUCHERVILLE, P.Q. J4B 5Y2
TÉL.: 655-2801 527-9297



1 000 VOYAGES, 1 000 ARBRES DE PLUS AU COSTA RICA



Tout achat
d'un voyage
chez
INTER TOURS
vous permet de :

- Planter un arbre au **COSTA RICA.**
- Participer au tirage d'un voyage "Croisière écologique : découverte de la nature" d'une durée de deux semaines pour deux personnes au **COSTA RICA.**

Date du tirage :
29 avril 1992 *

Règlements du concours disponibles
à l'Association des diplômés de
l'Université de Montréal
3750, rue Jean-Brillant,
bureau 410
Montréal, Qc
H3T 1P1



4402, rue St-Denis,
Montréal, Qc
Tél.: 514 849-2012
Fax : 514 849-3059

Voyages
inter tours
en collaboration avec
**l'Association
des diplômés
de l'Université
de Montréal**

Détenteur d'un permis du Québec